

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/203595]

Extrait de l'arrêt n° 86/2018 du 5 juillet 2018

Numéro du rôle : 6611

En cause : le recours en annulation des articles 3 et 5 à 12 de la loi du 21 juillet 2016 modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, introduit par l'ASBL « Collectif Solidarité contre l'Exclusion : Emploi et Revenus pour tous » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet, R. Leysen et J. Moerman, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1^{er} février 2017 et parvenue au greffe le 6 février 2017, un recours en annulation des articles 3 et 5 à 12 de la loi du 21 juillet 2016 modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (publiée au *Moniteur belge* du 2 août 2016) a été introduit par l'ASBL « Collectif Solidarité contre l'Exclusion : Emploi et Revenus pour tous » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », assistées et représentées par Me O. Stein, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la loi du 21 juillet 2016 modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

Il ressort de l'exposé des moyens que les griefs portent exclusivement sur deux mesures mises en place par la loi attaquée : d'une part, la généralisation du projet individualisé d'intégration sociale à toutes les catégories de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale et, d'autre part, l'instauration du service communautaire. La Cour limite son examen aux parties des dispositions attaquées contre lesquelles des griefs sont effectivement dirigés.

B.1.2. Les griefs précités ne concernent pas l'article 8 de la loi attaquée, qui modifie l'article 30 de la loi du 26 mai 2002 en ce qui concerne le moment auquel la sanction prévue par cet article prend cours et la possibilité d'assortir les sanctions administratives d'un sursis. Ils ne concernent pas non plus les articles 9 à 11 de la loi attaquée qui sont relatifs à la subvention due au centre public d'action sociale lors de la signature du projet individualisé d'intégration sociale, les parties requérantes ne formulant pas de grief contre le principe de la subvention ou contre les modalités de sa mise en œuvre. Enfin, l'article 12 de la loi attaquée, qui concerne une disposition transitoire pour une catégorie de bénéficiaires du revenu d'intégration, ne fait l'objet d'aucun grief particulier.

Il résulte de ce qui précède que la Cour limite son examen aux articles 3, 5, 6 et 7 de la loi attaquée.

Quant aux moyens

B.2. La Cour examine les moyens dans l'ordre suivant :

a) les moyens et branches de moyens concernant le projet individualisé d'intégration sociale (articles 5, 6, 3^o, 4^o et 6^o, et 7 de la loi attaquée) : B.3.1 à B.2.2;

b) les moyens et branches de moyens visant l'instauration du service communautaire (articles 3 et 6, 2^o, de la loi attaquée) : B.2.3.1 à B.3.0.2.

Quant au projet individualisé d'intégration sociale

B.3.1. L'article 5 de la loi attaquée remplace l'article 10 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale par la disposition suivante :

« Dans l'attente d'un emploi dans le cadre d'un contrat de travail ou dans le cadre d'un projet individualisé d'intégration sociale, la personne a droit, aux conditions fixées par la présente loi, à un revenu d'intégration.

Lorsque les revenus résultant d'une mise à l'emploi sont inférieurs au montant du revenu d'intégration auquel l'intéressé peut prétendre, le droit au revenu d'intégration est maintenu dans les conditions fixées par la présente loi.

Si le centre établit par une décision motivée que la personne ne peut travailler pour des raisons de santé ou d'équité, elle a droit, aux conditions fixées par la présente loi, à un revenu d'intégration, assorti ou non d'un projet individualisé d'intégration sociale.

Si le centre établit par une décision motivée que la personne ne peut participer à un projet individualisé d'intégration sociale, pour des raisons de santé ou d'équité, elle a droit, aux conditions fixées par la présente loi, à un revenu d'intégration ».

Cette disposition concerne les demandeurs âgés de moins de 25 ans.

B.3.2. L'article 6 de la loi attaquée dispose :

« A l'article 11 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots ' soit sur l'insertion professionnelle, soit sur l'insertion sociale ', sont remplacés par les mots ' de préférence sur l'insertion professionnelle, ou, à défaut, sur l'insertion sociale ';

2^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

' Le projet individualisé d'intégration sociale peut avoir trait à un service communautaire, qui en fait alors partie intégrante. Le service communautaire consiste à exercer des activités sur une base volontaire qui constituent une contribution positive tant pour le parcours de développement personnel de l'intéressé que pour la société. ';

3^o le paragraphe 2 est complété par un c) rédigé comme suit :

' c) lorsque l'intéressé n'a pas bénéficié du droit à l'intégration sociale au cours des trois derniers mois. ';

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

‘ Toute personne a droit à un projet individualisé d’intégration sociale adapté à sa situation personnelle et à ses capacités dans les trois mois de la décision du centre selon laquelle la personne remplit les conditions prévues aux articles 3 et 4. ’;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, *in fine*, les mots ‘ à la demande de chacune des parties ’ sont remplacés par les mots ‘ à la demande de chacune des parties, de commun accord ’;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots ‘, ainsi que les conditions spécifiques d’un contrat contenant un projet menant dans une période déterminée à un contrat de travail, d’un contrat d’études de plein exercice ou d’un contrat de formation ’ sont abrogés ».

A la suite de cette modification, l’article 11 de la loi du 26 mai 2002 se lit comme suit :

« § 1^{er}. L’octroi et le maintien du revenu d’intégration peuvent être assortis d’un projet individualisé d’intégration sociale, soit à la demande de l’intéressé lui-même, soit à l’initiative du centre.

Le projet s’appuie sur les aspirations, les aptitudes, les qualifications et les besoins de la personne concernée et les possibilités du centre.

Selon les besoins de la personne, le projet individualisé portera de préférence sur l’insertion professionnelle, ou, à défaut, sur l’insertion sociale.

Dans l’élaboration du projet individualisé d’intégration sociale, le centre veille à respecter une juste proportionnalité entre les exigences formulées à l’égard de l’intéressé et l’aide octroyée.

Le projet individualisé d’intégration sociale peut avoir trait à un service communautaire, qui en fait alors partie intégrante. Le service communautaire consiste à exercer des activités sur une base volontaire qui constituent une contribution positive tant pour le parcours de développement personnel de l’intéressé que pour la société.

§ 2. Ce projet est obligatoire :

a) lorsque le centre accepte, sur la base de motifs d’équité, qu’en vue d’une augmentation de ses possibilités d’insertion professionnelle, la personne concernée entame, reprenne ou continue des études de plein exercice dans un établissement d’enseignement agréé, organisé ou subventionné par les communautés;

b) lorsqu’il s’agit d’un projet visé à l’article 6, § 2.

c) lorsque l’intéressé n’a pas bénéficié du droit à l’intégration sociale au cours des trois derniers mois.

Toute personne a droit à un projet individualisé d’intégration sociale adapté à sa situation personnelle et à ses capacités dans les trois mois de la décision du centre selon laquelle la personne remplit les conditions prévues aux articles 3 et 4.

§ 3. Le projet visé au § 1 fait l’objet d’un contrat écrit conclu conformément à l’article 6, § 3 entre la personne concernée et le centre. A la demande d’une des parties, un ou plusieurs tiers peuvent être partie au contrat. Le contrat peut être modifié à la demande de chacune des parties, de commun accord au cours de son exécution.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions minimales et les modalités auxquelles un contrat concernant un projet individualisé d’intégration sociale doit répondre ».

B.3.3. L’article 7 de la loi attaquée remplace l’article 13 de la même loi par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le droit à l’intégration sociale peut être réalisé par un emploi dans le cadre d’un contrat de travail tel que visé aux articles 8 et 9 ou par l’octroi d’un revenu d’intégration assorti, lorsque l’intéressé n’a pas bénéficié du droit à l’intégration sociale au cours des trois derniers mois, d’un projet individualisé d’intégration sociale visé à l’article 11, § 1^{er}. Le projet individualisé d’intégration sociale est facultatif lorsque le droit à l’intégration sociale est réalisé par un emploi complété par l’octroi d’un revenu d’intégration.

§ 2. Toute personne a droit à un projet individualisé d’intégration sociale adapté à sa situation personnelle et à ses capacités dans les trois mois de la décision du centre selon laquelle la personne remplit les conditions prévues aux articles 3 et 4.

§ 3. L’article 6, § 3, est d’application lorsque dans le cadre de son droit à l’intégration sociale, l’intéressé se voit proposer un emploi ou un projet individualisé d’intégration sociale.

§ 4. Dans l’attente d’un emploi dans le cadre d’un contrat de travail ou dans le cadre d’un projet individualisé d’intégration sociale, la personne a droit, aux conditions fixées par la présente loi, à un revenu d’intégration.

Lorsque les revenus résultant d’une mise à l’emploi sont inférieurs au montant du revenu d’intégration auquel l’intéressé peut prétendre, le droit au revenu d’intégration est maintenu dans les conditions fixées par la présente loi.

Si le centre établit par une décision motivée que la personne ne peut pas travailler pour des raisons de santé ou d’équité, elle a droit, aux conditions fixées par la présente loi, à un revenu d’intégration, assortis ou non d’un projet individualisé d’intégration sociale.

Si le centre établit par une décision motivée que la personne ne peut participer à un projet individualisé d’intégration sociale, pour des raisons de santé ou d’équité, elle a droit, aux conditions fixées par la présente loi, à un revenu d’intégration.

§ 5. Le projet visé au § 1^{er} fait l’objet d’un contrat écrit entre la personne concernée et le centre. A la demande d’une des parties, un ou plusieurs tiers peuvent être partie au contrat. A la demande de chacune des parties le contrat peut, de commun accord, être modifié au cours de son exécution.

Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions minimales et les modalités auxquelles un contrat concernant un projet individualisé d’intégration sociale répond ».

Cette disposition concerne les demandeurs âgés de 25 ans et plus.

B.4.1. Le projet individualisé d’intégration sociale, conçu comme un contrat écrit conclu entre le bénéficiaire et le centre public d’action sociale, a été introduit dans la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d’existence (article 6, § 2) par la loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d’urgence pour une société plus solidaire. Il a été ensuite repris par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l’intégration sociale, qui a remplacé le minimum de moyens d’existence par le droit à l’intégration sociale.

Il ressort de l’exposé des motifs de la loi du 26 mai 2002 qu’afin de tendre à la réalisation de l’objectif général de la loi, qui était de promouvoir la réinsertion des personnes les plus démunies, le législateur a estimé que « si l’aide financière reste indispensable, elle ne constitue plus, dans bien des cas, un instrument suffisant », et que « pour répondre aux attentes, tant des personnes précarisées elles-mêmes, qui aspirent à ‘ s’en sortir ’, que des CPAS, les politiques sociales doivent évoluer de l’assistance strictement financière vers l’action sociale ». C’est pourquoi il a entendu intégrer le droit subjectif à l’intégration sociale dans un contrat et a poursuivi et amplifié le mouvement amorcé en 1993 avec le programme d’urgence pour une société plus solidaire et les contrats d’intégration pour les 18-25 ans (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1603/001, pp. 4-5).

Le projet individualisé d’intégration sociale n’était obligatoire, jusqu’à l’entrée en vigueur de la loi attaquée, que pour les demandeurs âgés de moins de vingt-cinq ans.

B.4.2. La loi attaquée vise une « extension de l'instrument d'accompagnement existant que constitue le [projet individualisé d'intégration sociale] » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/001, p. 4).

L'exposé des motifs indique :

« Ceci implique que des conditions sont liées à l'aide accordée, lesquelles lient les deux parties et impliquent des obligations réciproques et des engagements mutuels, le but de l'accompagnement étant, au moyen d'actions et d'objectifs déterminés d'un commun accord, de franchir des étapes pour que le bénéficiaire du CPAS devienne graduellement plus indépendant et puisse participer pleinement à la société. En effet, si l'intéressé doit légitimement disposer de droits garantissant sa dignité humaine, ce droit doit être assorti de devoirs, notamment en termes d'engagements réciproques » (*ibid.*, pp. 4-5).

En commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la société, le ministre a exposé :

« Le but du projet de loi est d'imprimer une dynamique positive afin d'aider les CPAS à mieux accompagner le groupe cible. L'accent est mis à cet égard sur la responsabilisation et l'activation du bénéficiaire. Pour certains bénéficiaires, le chemin est long et difficile, mais il est capital de prendre conscience du fait que les droits s'accompagnent également de devoirs. La situation doit être appréciée positivement en vue de promouvoir la dignité humaine » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 8).

B.4.3. Dès lors, les dispositions attaquées rendent la conclusion d'un projet individualisé d'intégration sociale obligatoire pour toutes les personnes concernées n'ayant pas bénéficié du droit à l'intégration sociale au cours des trois derniers mois, autrement dit, pour tous les nouveaux bénéficiaires du droit à l'intégration sociale, quel que soit leur âge.

En ce qui concerne le défaut d'encadrement légal du projet individualisé d'intégration sociale

B.5. Par les premier et troisième moyens, les parties requérantes font grief au législateur d'avoir négligé de préciser lui-même les obligations qui peuvent être imposées aux bénéficiaires du revenu d'intégration dans le cadre d'un projet individualisé d'intégration sociale. Par le sixième moyen, en sa seconde branche, elles lui reprochent d'avoir, en conséquence, créé des différences de traitement contraires au principe d'égalité et de non-discrimination.

B.6. Le premier moyen, en sa première branche et le troisième moyen sont pris de la violation de l'article 22 de la Constitution, lu isolément ou en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. D'après les parties requérantes, les dispositions attaquées permettraient un très grand nombre d'ingérences dans les droits protégés par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, sans les encadrer ou les délimiter d'aucune manière, de sorte que la délégation au Roi contenue dans l'article 13, § 5, alinéa 2, de la loi du 26 mai 2002, introduit par l'article 7 de la loi attaquée, ne serait pas compatible avec le principe de légalité.

B.7.1. Il ressort des travaux préparatoires de l'article 22 de la Constitution que le Constituant a recherché la plus grande concordance possible avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un ensemble indissociable.

B.7.2. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

B.7.3. Outre l'exigence de légalité formelle, l'article 22 de la Constitution impose également que l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée soit définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence.

De même, l'exigence de prévisibilité à laquelle la loi doit satisfaire pour être conforme à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme implique que sa formulation soit assez précise pour que chacun puisse - en s'entourant au besoin de conseils éclairés - prévoir, à un degré raisonnable, dans les circonstances de la cause, les conséquences d'un acte déterminé (CEDH, grande chambre, 4 mai 2000, *Rotaru c. Roumanie*, § 55; grande chambre, 17 février 2004, *Maestri c. Italie*, § 30). La législation doit donner à chacun une indication suffisante sur les circonstances dans lesquelles et à quelles conditions elle habilite la puissance publique à recourir à des mesures affectant leurs droits protégés par la Convention (CEDH, 12 juin 2014, *Fernández Martínez c. Espagne*, § 117).

B.8. Le projet individualisé d'intégration sociale prend la forme d'un contrat écrit négocié et conclu entre le bénéficiaire et le CPAS. Ce contrat comprend notamment des obligations mises à charge du bénéficiaire dans le but, par priorité, de favoriser son insertion professionnelle ou, à défaut, son insertion sociale (article 11, § 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002). Sa mise en œuvre suppose que le CPAS assure un suivi du respect, par le bénéficiaire, des obligations qu'il a ainsi contractées. Le non-respect sans motif légitime de ses obligations par le bénéficiaire peut entraîner une sanction, en vertu de l'article 30, § 2, de la loi du 26 mai 2002. Il n'est pas exclu que les obligations auxquelles le bénéficiaire s'engage aient, dans de nombreux cas, une incidence sur sa vie privée. La négociation, la mise en œuvre, le suivi et le contrôle du projet individualisé d'intégration sociale sont donc susceptibles d'occasionner des ingérences dans le droit au respect de la vie privée des bénéficiaires du revenu d'intégration.

B.9.1. En prévoyant que l'octroi du revenu d'intégration pour toute personne qui en fait la demande et qui remplit les conditions fixées par les articles 3 et 4 de la loi du 26 mai 2002 précitée est assorti d'un projet individualisé d'intégration sociale tel qu'il est visé à l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, l'article 13, § 1^{er}, de la même loi, introduit par l'article 7 de la loi attaquée, définit précisément les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise les ingérences, par les centres publics d'action sociale, dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées.

B.9.2. En chargeant le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions minimales et les modalités auxquelles un contrat concernant un projet individualisé d'intégration sociale doit répondre, l'article 13, § 5, dernier alinéa, de la même loi contient une délégation portant sur l'exécution d'une mesure qui comporte une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des bénéficiaires du revenu d'intégration. Pour qu'une telle délégation puisse être jugée compatible avec le principe de légalité qui se déduit de l'article 22 de la Constitution, la Cour doit vérifier que le législateur a fixé lui-même les éléments essentiels du projet individualisé d'intégration sociale.

B.9.3. Le projet individualisé d'intégration sociale ne peut être imposé à une personne qui, pour des raisons de santé ou d'équité, ne peut y participer (article 10, alinéa 4, et article 13, § 4, alinéa 4, de la loi du 26 mai 2002). Le projet doit être adapté à la situation personnelle et aux capacités de la personne concernée (article 11, § 2, alinéa 2 et article 13, § 2, de la même loi). Le projet s'appuie sur les aspirations, les aptitudes, les qualifications et les besoins de la personne concernée, il porte de préférence sur l'insertion professionnelle et, à défaut, sur l'insertion sociale de la personne concernée et il respecte une juste proportionnalité entre les exigences formulées à l'égard de l'intéressé et l'aide octroyée (article 11, § 1^{er}, de la même loi).

B.9.4. L'exposé des motifs relatif à la loi du 26 mai 2002 précise :

« Le projet décrit le parcours de la personne ainsi que les efforts d'accompagnement auxquels s'engage le CPAS. Le projet est un acte clairement réciproque et est établi sur la base du respect et de la dignité humaine de la personne. Le projet comporte des chances d'évolution pour la personne et élimine les obstacles à l'insertion sociale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1603/001, p. 6).

« Le demandeur doit être considéré comme partenaire à part entière dans la définition de ce projet individualisé.

Pour ce faire, il appartiendra au Roi de fixer des modalités de conclusion du contrat qui garantissent une véritable adhésion du jeune. [...]

[...]

Lorsque la personne n'est pas prête à entrer dans un processus d'insertion professionnelle, le projet pourra définir les modalités de l'insertion sociale de la personne afin de favoriser progressivement sa participation active dans la société. Des activités de resocialisation sont parfois nécessaires pour sortir les personnes de leur isolement avant de pouvoir entamer un processus menant à l'emploi.

Au sein des CPAS ou en partenariat avec le monde associatif, différentes initiatives peuvent être développées pour permettre aux personnes de retrouver confiance dans leurs capacités (groupes de dialogues, activités sociales collectives,...).

De sa propre initiative, la personne peut également mener des activités bénévoles sans que cela n'entrave son processus d'insertion » (*ibid.*, p. 18).

B.9.5. Il résulte de ce qui précède que la loi du 26 mai 2002, interprétée à la lumière des intentions du législateur exprimées dans les travaux préparatoires, contient suffisamment d'éléments permettant de déterminer les éléments essentiels du projet individualisé d'intégration sociale. L'on ne saurait reprocher au législateur d'avoir attribué au Roi, pour le surplus, la compétence de fixer les conditions minimales et les modalités auxquelles doivent répondre les contrats contenant les projets individualisés d'intégration sociale.

Par ailleurs, s'agissant d'un domaine dans lequel, par nature, le travail social doit être adapté à la situation personnelle de chaque bénéficiaire, il paraît inévitable qu'une certaine marge d'appréciation soit laissée aux CPAS dans la mise en œuvre concrète de cet outil d'intégration. En déterminant l'objectif poursuivi par le projet individualisé et en imposant aux CPAS le respect d'un certain nombre de garanties lors de sa conclusion, le législateur a suffisamment encadré leur travail et veillé à ce que le projet individualisé ne donne pas lieu à des atteintes disproportionnées au droit au respect de la vie privée des demandeurs. Enfin, si de telles atteintes devaient se produire, elles pourraient être sanctionnées par les juridictions compétentes.

B.10.1. Les parties requérantes font encore grief au législateur, par leur troisième moyen, d'avoir aggravé l'indétermination du projet individualisé d'intégration sociale en abrogeant, par l'article 6, 6^o, attaqué, dans l'article 11, § 3, alinéa 2, *in fine*, de la loi du 26 mai 2002, les mots « ainsi que les conditions spécifiques d'un contrat contenant un projet menant dans une période déterminée à un contrat de travail, d'un contrat d'études de plein exercice ou d'un contrat de formation ».

B.10.2. L'exposé des motifs indique, à ce sujet :

« Les différentes formes spécifiques de projet individualisé d'intégration sociale sont supprimées afin d'éviter une application trop rigoureuse de la distinction entre les différentes formes et afin de créer des formes mixtes qui permettent un travail sur mesure encore meilleur » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/001, pp. 7-8).

B.11. Rien ne permet de considérer que le législateur a, par l'abrogation attaquée, eu l'intention d'empêcher les CPAS de proposer et de conclure des projets individualisés d'intégration sociale spécifiquement destinés à mener le bénéficiaire à un contrat de travail, à encadrer la poursuite de ses études ou à l'encourager à suivre une formation. Dès lors que l'objectif poursuivi par le projet individualisé d'intégration sociale est, de manière inchangée, de favoriser l'insertion professionnelle et, à défaut, l'insertion sociale des bénéficiaires, il paraît évident que les outils spécifiques de travail social que sont les projets individualisés soit menant à un contrat de travail, soit encadrant les études ou la formation destinées à augmenter les chances de la personne concernée sur le marché de l'emploi demeurent privilégiés. Par l'abrogation attaquée, le législateur a seulement entendu permettre une application plus souple de ces outils spécifiques de travail social.

Il en résulte que, par l'abrogation attaquée, le législateur n'a pas créé une indétermination contraire au principe de légalité contenu dans l'article 22 de la Constitution.

B.12. Le premier moyen, en sa première branche, et le troisième moyen ne sont pas fondés.

B.13. Le premier moyen, en sa deuxième branche, est pris de la violation du principe de légalité contenu dans l'article 23 de la Constitution. Les parties requérantes reprochent au législateur d'avoir confié au Roi le soin de régler des aspects déterminants du droit à l'aide sociale garanti par cette disposition. Cette critique vise, d'une part, les obligations qui peuvent être imposées aux bénéficiaires du revenu d'intégration sociale par le projet individualisé d'intégration sociale et, d'autre part, l'instauration du service communautaire. En ce qu'il vise l'instauration du service communautaire, le moyen, en cette branche, doit être examiné conjointement aux autres moyens concernant cet objet.

B.14.1. L'article 23, alinéas 2 et 3, 2^o, de la Constitution oblige le législateur compétent à garantir le droit à l'aide sociale et à déterminer les conditions d'exercice de ce droit.

Cette disposition constitutionnelle n'interdit cependant pas à ce législateur d'accorder des délégations au pouvoir exécutif, pour autant qu'elles portent sur l'exécution de mesures dont le législateur a déterminé l'objet.

Cette disposition constitutionnelle n'impose pas au législateur de régler tous les éléments essentiels du droit à l'aide sociale et ne lui interdit pas d'habiliter le pouvoir exécutif à régler ceux-ci.

B.14.2. Comme il est dit en B.9.5, la loi du 26 mai 2002, interprétée à la lumière des intentions du législateur, contient suffisamment d'éléments permettant de déterminer les éléments essentiels du projet individualisé d'intégration sociale. Il en résulte que la délégation au Roi qui est attaquée porte sur l'exécution de mesures dont le législateur a déterminé l'objet et qu'elle ne viole donc pas l'article 23 de la Constitution.

B.15. Le premier moyen, en sa deuxième branche, en ce qu'il est relatif au projet individualisé d'intégration sociale, n'est pas fondé.

B.16. Le premier moyen, en sa troisième branche, est pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination, garanti par les dispositions constitutionnelles et conventionnelles citées au moyen. Les parties requérantes font valoir que l'indétermination législative accompagnant le projet individualisé d'intégration sociale et le service communautaire crée un risque sérieux de voir se développer des pratiques divergentes selon les CPAS compétents et, en conséquence, des discriminations entre usagers selon le CPAS dont ils dépendent. En ce qu'il vise le service communautaire, le moyen, en cette branche, doit être examiné conjointement aux autres moyens concernant cet objet.

Le sixième moyen, en sa seconde branche, est également pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination. Les parties requérantes font valoir que chaque nouvelle condition qui peut être imposée au bénéficiaire du revenu d'intégration sociale par le biais du projet individualisé d'intégration sociale crée une discrimination entre les personnes à qui cette condition est imposée et celles à qui elle ne l'est pas. La portée de ce moyen se confond avec celle du premier moyen, en sa troisième branche.

B.17.1. Comme il est dit en B.9.5, le législateur a entouré le projet individualisé d'intégration sociale d'un certain nombre de garanties. Il a précisé l'objectif qui doit être poursuivi par la mise en œuvre de cet outil d'intégration, il a prévu qu'en soient dispensées les personnes qui, pour des raisons de santé ou d'équité, ne peuvent y participer et il a imposé aux CPAS de l'adapter à la situation personnelle et aux capacités de la personne concernée et de respecter le principe de proportionnalité lors de la fixation des exigences qu'il contient. Il résulte de ceci que la conclusion, la mise en œuvre et le contrôle de l'exécution des projets individualisés d'intégration sociale sont entourés d'un certain nombre de garanties pour les droits des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale.

B.17.2. Pour le surplus, s'agissant d'un outil de travail social qui, par définition, pour être efficace et pertinent, doit être le plus possible adapté à la situation individuelle de chaque personne concernée, il est inévitable que des différences se fassent jour dans sa mise en œuvre concrète. De telles différences ne seraient contraires au principe d'égalité et de non-discrimination que si elles entraînaient une atteinte disproportionnée aux droits fondamentaux des personnes concernées.

B.17.3. Au cours des travaux parlementaires relatifs à la loi du 26 mai 2002, il a été précisé que « dans cette matière, force est de constater qu'il ne sera jamais possible de définir des normes avec précision étant donné que les concepts s'appliquent à un très grand nombre de personnes et sont mis en œuvre par de nombreux CPAS » et que « plutôt que d'insérer des garanties dans la terminologie, il est prévu, d'une part, que l'intéressé peut se faire accompagner par un tiers et, d'autre part, qu'il peut s'adresser au tribunal du travail » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1603/004, p. 51).

B.18. Le premier moyen, en sa troisième branche, en ce qu'il est relatif au projet individualisé d'intégration sociale et le sixième moyen, en sa seconde branche, ne sont pas fondés.

En ce qui concerne la généralisation du projet individualisé d'intégration sociale

B.19. Par le quatrième moyen, les parties requérantes font grief au législateur d'avoir étendu l'obligation de conclure un projet individualisé d'intégration sociale à toutes les catégories de bénéficiaires de l'intégration sociale et d'avoir instauré un service communautaire. Elles considèrent que par là, le législateur a renforcé le caractère conditionnel du droit à l'intégration sociale, en violation de l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution.

En ce qu'il vise le service communautaire, ce moyen doit être examiné conjointement avec les autres moyens concernant cet objet.

B.20.1. En matière de droit à l'aide sociale, l'article 23 de la Constitution contient une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le degré de protection offert par la législation applicable, sans qu'existent pour ce faire des motifs d'intérêt général.

B.20.2. Cette obligation ne peut toutefois s'entendre comme imposant à chaque législateur, dans le cadre de ses compétences, de ne pas toucher aux modalités de l'aide sociale prévues par la loi. Elle lui interdit d'adopter des mesures qui marqueraient un recul significatif du droit garanti par l'article 23, alinéa 1^{er} et alinéa 3, 2^o, de la Constitution, mais elle ne le prive pas du pouvoir d'apprécier de quelle manière ce droit est le plus adéquatement assuré.

B.21.1. Parmi les conditions d'obtention du droit à l'intégration sociale fixées par l'article 3, 5^o, de la loi du 26 mai 2002, non modifié par la loi attaquée, figure celle d'être disposé à travailler, à moins que des raisons de santé ou d'équité représentent un obstacle. Le projet individualisé d'intégration sociale a pour fonction prioritaire d'aider à l'insertion professionnelle des personnes concernées et, lorsque l'insertion professionnelle n'est pas immédiatement envisageable, d'aider à leur insertion sociale. Il a été conçu par le législateur comme « un outil supplémentaire au profit des bénéficiaires » et ne « constitue ni un outil d'exclusion, ni un outil de sanction » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 39). La personne dont il est constaté par le CPAS qu'elle ne peut participer à un projet individualisé d'intégration sociale pour des raisons de santé ou d'équité a droit au revenu d'intégration (article 13, § 4, alinéa 4 de la loi du 26 mai 2002, remplacé par l'article 7 de la loi attaquée). Le projet individualisé d'intégration sociale est adapté à la situation personnelle et aux capacités de la personne concernée (article 13, § 2, de la loi du 26 mai 2002, remplacé par l'article 7 de la loi attaquée) et il s'appuie sur les aspirations, les aptitudes, les qualifications et les besoins de la personne concernée, ainsi que sur les possibilités du CPAS (article 11, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 26 mai 2002).

B.21.2. Sans qu'il soit nécessaire d'examiner si la mesure attaquée constitue en l'espèce un recul significatif pour les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale qui sont désormais tenus de s'engager par un projet individualisé d'intégration sociale, il peut être constaté qu'elle est justifiée par un motif d'intérêt général, à savoir favoriser l'intégration professionnelle et sociale des personnes qu'elle concerne. Le législateur a pu considérer, à cet égard, qu'il était pertinent d'étendre à de nouvelles catégories de personnes un outil d'intégration principalement utilisé jusqu'à présent pour les jeunes bénéficiaires du revenu d'intégration en vue de favoriser l'insertion professionnelle et sociale de tous les bénéficiaires.

B.22. Le quatrième moyen, en ce qu'il est relatif au projet individualisé d'intégration sociale, n'est pas fondé.

Quant au service communautaire

B.23.1. L'article 3 de la loi attaquée insère, dans la loi du 26 mai 2002, un article 3/1 qui dispose :

« La disposition à travailler visée à l'article 3, 5^o, peut être rencontrée par l'acceptation d'un service communautaire ».

B.23.2. L'article 6, 2^o, de la loi attaquée complète le paragraphe 1^{er} de l'article 11 de la loi du 26 mai 2002 par l'alinéa suivant :

« Le projet individualisé d'intégration sociale peut avoir trait à un service communautaire, qui en fait alors partie intégrante. Le service communautaire consiste à exercer des activités sur une base volontaire qui constituent une contribution positive tant pour le parcours de développement personnel de l'intéressé que pour la société ».

B.24.1. L'exposé des motifs de la loi attaquée indique, au sujet de l'article 3 précité :

« La disposition à travailler, à moins que des motifs de santé et d'équité ne l'empêchent, constitue une condition pour pouvoir bénéficier du droit à l'intégration sociale. Le projet précise que l'engagement du bénéficiaire dans un service communautaire peut contribuer à répondre à cette condition sans l'exonérer de la condition de disponibilité au travail. Cette condition peut toujours être remplie par d'autres biais, comme une formation ou une démarche active de recherche d'emploi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/001, p. 6).

Au sujet de l'article 6, il est exposé :

« Le service communautaire doit être souscrit sur une base volontaire dans le cadre du projet individualisé d'intégration sociale. Une fois souscrit, il fait partie intégrante du projet individualisé d'intégration sociale. Le service communautaire doit être dirigé vers un futur travail rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail, d'un contrat de services ou d'un emploi statutaire. Il ne doit en aucun cas réduire la disponibilité pour le marché du travail » (*ibid.*, p. 7).

B.24.2. Le ministre a indiqué, lors des discussions en commission :

« Le projet de loi retient une base volontaire pour le service communautaire. Le ministre n'aurait pas voulu procéder autrement. Le service communautaire est proposé par le CPAS. Rien n'oblige le CPAS à le proposer. Rien n'oblige à l'accepter. Le service communautaire est un outil d'intégration sociale, sociale et socio-professionnelle. Il valorise la personne et constitue la première étape d'une réintégration. Les contrats ' article 60 ' et ' article 61 ' procèdent de la même dynamique.

[...]

Le ministre ne peut partager le point de vue de membres qui voient dans le service communautaire un moyen d'éroder le marché du travail. En Belgique, quatre millions de personnes sont sur le marché du travail. Le service communautaire ne représentera qu'une très faible part par rapport à ce chiffre » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 42).

B.24.3. La circulaire du 12 octobre 2016 du SPP Intégration sociale adressée aux CPAS précise, au sujet du service communautaire :

« Lors de l'évaluation qui consiste à déterminer si une activité spécifique entre en considération pour un service communautaire, il faut toujours tenir compte du fait qu'une personne qui exécute un service communautaire ne peut assumer les tâches qui font partie d'une occupation rémunérée, que cette occupation soit exercée dans le cadre d'une nomination statutaire ou d'un contrat de travail. Ceci vaut également pour les contrats de travail établis dans le cadre d'une mesure de mise à l'emploi. Dans les organisations où le personnel rémunéré est complété par des personnes effectuant un service communautaire, il s'agit donc des petits extras qu'à défaut, on ne réaliserait pas. Le service communautaire ne peut servir à remplacer la période d'essai, un test de mise à l'emploi... ».

B.25. Le premier moyen, en sa deuxième branche (*partim*), le deuxième moyen, le quatrième moyen (*partim*), le cinquième moyen, le sixième moyen, en sa première branche et le septième moyen concernent le service communautaire.

La Cour examine d'abord le cinquième moyen, qui est pris de la violation des règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions.

En ce qui concerne la compétence du législateur fédéral

B.26. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 39 et 134 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les parties requérantes font valoir que le service communautaire constitue une mise au travail des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale et qu'en conséquence, le législateur fédéral a empiété sur la compétence régionale en la matière.

B.27.1. L'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o/1, de la loi spéciale précitée attribue désormais aux régions la compétence en matière de « mise au travail des personnes qui bénéficient du droit à l'intégration sociale ou du droit à l'aide sociale financière ».

L'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, b, de la même loi spéciale, qui traite de la compétence communautaire en matière d'aide aux personnes et excepte de cette compétence les matières relatives aux CPAS, qui demeurent de la compétence fédérale, confirme en outre « la compétence des régions relative à la mise au travail des personnes qui bénéficient du droit à l'intégration sociale ou du droit à l'aide sociale financière visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o/1 ».

B.27.2. L'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o/1, précité a été inséré dans la loi spéciale du 8 août 1980 par l'article 22, 3^o, de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat. Les développements de la proposition de loi spéciale relatifs à cette disposition indiquent :

« Les régions deviennent compétentes pour les programmes d'accompagnement visant à réinsérer les bénéficiaires d'un revenu d'intégration sur le marché du travail (articles 60 et 61) » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, 5-2232/1, p. 13).

« Les régions deviennent compétentes pour les programmes d'accompagnement visant à réinsérer les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale et de l'aide sociale équivalente.

Les régions deviennent compétentes pour déterminer les catégories d'utilisateurs à la disposition desquels peuvent être mis les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale et de l'aide sociale équivalente.

[...]

Ceci comprend les matières réglées en tous cas aux articles 57^{quater}, 60 et 61, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale, à savoir :

- L'insertion professionnelle de certains étrangers par le CPAS (article 57^{quater});
- La mise à l'emploi pour laquelle le CPAS intervient lui-même en tant qu'employeur juridique (article 60, § 7);
- La mise à l'emploi pour laquelle le CPAS réalise sa mission d'insertion professionnelle en collaboration avec un autre employeur (article 61).

Le droit à l'intégration sociale, qui peut prendre la forme d'un revenu d'intégration ou d'une mise à l'emploi, reste fédéral » (*ibid.*, pp. 108-109).

B.27.3. Les mêmes développements précisent, à propos de la modification de l'article 5 cité en B.27.1 :

« Pour rendre l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles conforme à la proposition d'article 22 (article 6, § 1^{er}, IX, 1^o, nouveau), il convient de préciser à l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, b, de cette loi spéciale que la compétence fédérale n'a pas trait au placement des travailleurs effectué par les centres publics d'action sociale visé à l'article 6, § 1^{er}, IX, 1^o, nouveau » (*ibid.*, p. 50).

B.28.1. Le service communautaire est conçu par les dispositions attaquées comme une activité qui peut être proposée par le CPAS au demandeur du revenu d'intégration sociale. Celui-ci n'est pas tenu d'accepter la proposition. L'acceptation de s'engager à effectuer un service communautaire est toutefois conçue par l'article 3/1, attaqué, de la loi du 26 mai 2002 comme un moyen pour le demandeur de prouver qu'il est disposé à travailler, la disposition à travailler étant, conformément à l'article 3, 5^o, de la même loi, non modifié par la loi attaquée, une condition d'obtention du droit à l'intégration sociale.

Si la proposition d'effectuer un service communautaire est acceptée par le bénéficiaire du revenu d'intégration sociale, ce service fait partie intégrante du projet individualisé d'intégration sociale (article 11, § 1^{er}, dernier alinéa, attaqué, de la loi du 26 mai 2002), de sorte que les prestations convenues deviennent obligatoires pour le bénéficiaire. Si celui-ci souhaite arrêter le service ou en modifier les modalités, il ne peut le faire qu'en accord avec le CPAS puisqu'un nouveau projet individualisé d'intégration sociale doit être conclu.

B.28.2. En vertu de l'article 30, § 2, de la loi du 26 mai 2002, une suspension partielle ou totale du paiement du revenu d'intégration pour un mois peut être prononcée si le bénéficiaire ne respecte pas sans motif légitime ses obligations prévues dans le contrat contenant le projet individualisé d'intégration sociale. En cas de récidive dans l'année, la suspension peut être prononcée pour un délai de trois mois.

B.29.1. Il découle de ce qui précède que, bien qu'aucune rémunération n'en soit la contrepartie, le service communautaire inscrit dans un projet individualisé d'intégration sociale ne répond pas à la définition du volontariat telle qu'elle se déduit de l'article 3 de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires parce que l'on ne peut considérer qu'il s'agit d'une activité exercée « sans obligation ». Le service communautaire présente donc des caractéristiques proches de celles d'un travail rémunéré. En effet, le service communautaire devient, une fois accepté, contraignant dans la mesure où il fait alors partie intégrante du projet individualisé d'intégration sociale et où le défaut d'accomplissement des prestations qui y sont prévues peut entraîner une conséquence grave pour le bénéficiaire. Par ailleurs, les activités pouvant faire l'objet d'un service communautaire, qui doivent constituer une contribution positive pour la société, ne peuvent être distinguées, en toutes circonstances et par nature, des activités pouvant faire l'objet d'un travail rémunéré. Rien n'interdit en effet que les activités pouvant être accomplies au titre de service communautaire ne puissent également, si les moyens financiers sont disponibles, faire l'objet d'une rémunération.

B.29.2. Enfin, le service communautaire a pour fonction de concourir à l'intégration professionnelle du bénéficiaire du revenu d'intégration sociale, puisqu'il constitue un élément d'appréciation de la condition d'être disposé à travailler et qu'il doit « être dirigé », d'après l'exposé des motifs cité en B.24.1, « vers un futur travail rémunéré ».

B.30.1. Il résulte de ce qui précède que, tel qu'il est organisé par les dispositions attaquées, le service communautaire relève de la compétence attribuée aux régions par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat en matière de mise au travail des personnes qui bénéficient du droit à l'intégration sociale. Les dispositions attaquées, en ce qu'elles permettent aux CPAS, d'une part, de proposer un service communautaire aux bénéficiaires du revenu d'intégration pour rencontrer leur disposition au travail et, d'autre part, d'intégrer ce service dans les projets individualisés d'intégration sociale avec les sanctions qui les accompagnent, violent l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o/1, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.30.2. Le cinquième moyen est fondé. Il convient d'annuler les articles 3 et 6, 2^o, de la loi du 21 juillet 2016 modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

Le premier moyen, en sa deuxième branche, en ce qu'il concerne le service communautaire, le deuxième moyen, le quatrième moyen, en ce qu'il concerne le service communautaire, le sixième moyen, en sa première branche et le septième moyen ne doivent pas être examinés, dès lors qu'ils ne pourraient conduire à une annulation plus ample.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 3 et 6, 2^o, de la loi du 21 juillet 2016 modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 5 juillet 2018.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/203595]

Uittreksel uit arrest nr. 86/2018 van 5 juli 2018

Rolnummer 6611

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 3 en 5 tot 12 van de wet van 21 juli 2016 houdende wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, ingesteld door de vzw « Collectif Solidarité contre l'Exclusion : Emploi et Revenus pour tous » en de vzw « Ligue des Droits de l'Homme ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet, R. Leysen en J. Moerman, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden op 1 februari 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 februari 2017, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3 en 5 tot 12 van de wet van 21 juli 2016 houdende wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 2016) door de vzw « Collectif Solidarité contre l'Exclusion : Emploi et Revenus pour tous » en de vzw « Ligue des Droits de l'Homme », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. O. Stein, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 en 12 van de wet van 21 juli 2016 houdende wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Uit de uiteenzetting van de middelen blijkt dat de grieven uitsluitend betrekking hebben op twee maatregelen die bij de bestreden wet zijn ingevoerd: enerzijds, de veralgemening van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie tot alle categorieën van rechthebbenden op maatschappelijke integratie en, anderzijds, de invoering van de gemeenschapsdienst. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot die onderdelen van de bestreden bepalingen waartegen daadwerkelijk grieven zijn aangevoerd.

B.1.2. De voormelde grieven betreffen niet artikel 8 van de bestreden wet, waarbij artikel 30 van de wet van 26 mei 2002 wordt gewijzigd wat betreft het ogenblik waarop de in dat artikel bepaalde sanctie ingaat en de mogelijkheid de administratieve sancties uit te stellen. Zij betreffen evenmin de artikelen 9 tot 11 van de bestreden wet, die betrekking hebben op de toelage die aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is verschuldigd bij de

ondertekening van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, aangezien de verzoekende partijen geen grief formuleren tegen het beginsel van de toelage of tegen de nadere regels voor de toekenning ervan. Tot slot maakt artikel 12 van de bestreden wet, dat een overgangsbepaling voor een categorie van gerechtigden van het leefloon betreft, niet het voorwerp uit van enige bijzondere grief.

Uit het voorgaande volgt dat het Hof zijn onderzoek beperkt tot de artikelen 3, 5, 6 en 7 van de bestreden wet.

Ten aanzien van de middelen

B.2. Het Hof onderzoekt de middelen in de onderstaande volgorde :

a) de middelen en onderdelen van middelen met betrekking tot het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie (artikelen 5, 6, 3^o, 4^o en 6^o, en 7 van de bestreden wet) : B.3.1 tot B.22;

b) de middelen en onderdelen van middelen met betrekking tot de invoering van de gemeenschapsdienst (artikelen 3 en 6, 2^o, van de bestreden wet) : B.23.1 tot B.30.2.

Ten aanzien van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie

B.3.1. Bij artikel 5 van de bestreden wet wordt artikel 10 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie vervangen door de volgende bepaling :

« In afwachting van een tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst of een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, heeft de persoon overeenkomstig de bij deze wet gestelde voorwaarden, recht op een leefloon.

Wanneer de inkomsten uit de tewerkstelling lager zijn dan het bedrag van het leefloon waarop de betrokkene aanspraak kan maken, blijft het recht op een leefloon onder de bij deze wet gestelde voorwaarden behouden.

Indien het centrum door een met redenen omklede beslissing aantoonde dat de persoon wegens gezondheids- of billijkheidsredenen niet kan werken, heeft hij, overeenkomstig de bij deze wet gestelde voorwaarden, recht op een leefloon, al dan niet gepaard gaand met een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie.

Indien het centrum door een met redenen omklede beslissing aantoonde dat de persoon wegens gezondheids- of billijkheidsredenen niet kan deelnemen aan een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, heeft hij, overeenkomstig de bij deze wet gestelde voorwaarden, recht op een leefloon ».

Die bepaling betreft de aanvragers die jonger zijn dan 25 jaar.

B.3.2. Artikel 6 van de bestreden wet bepaalt :

« In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden ' ofwel op de inschakeling in het beroepsleven, ofwel op de integratie in de maatschappij ' vervangen door de woorden ' bij voorkeur betrekking hebben op de inschakeling in het beroepsleven, of, bij gebrek daaraan, op de inschakeling in de maatschappij ' ;

2^o paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

' Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie kan betrekking hebben op een gemeenschapsdienst, die daar dan onlosmakelijk deel van uitmaakt. De gemeenschapsdienst bestaat uit het verrichten van activiteiten op een vrijwillige basis die zowel positief bijdragen aan het persoonlijk ontwikkelingstraject van de betrokkene, als positief bijdragen aan de gemeenschap ' ;

3^o paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder c), luidende :

' c) wanneer de betrokkene de laatste drie maanden geen recht op maatschappelijke integratie heeft genoten. ' ;

4^o paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

' Iedere persoon heeft recht op een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie aangepast aan zijn persoonlijke situatie en zijn capaciteiten binnen drie maanden vanaf de datum van de beslissing van het centrum dat de persoon voldoet aan de in de artikelen 3 en 4 gestelde voorwaarden. ' ;

5^o in paragraaf 3, eerste lid, *in fine*, worden de woorden ' op verzoek van elke partij ' vervangen door de woorden ' op verzoek van elke partij, in onderlinge overeenstemming ' ;

6^o in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden ' , alsook de specifieke voorwaarden voor een overeenkomst die binnen een bepaalde periode leidt tot een arbeidsovereenkomst, een overeenkomst inzake studies met een voltijds leerplan of overeenkomst gericht op vorming ' opgeheven ».

Na die wijziging luidt artikel 11 van de wet van 26 mei 2002 als volgt :

« § 1. De toekenning en het behoud van het leefloon kunnen gepaard gaan met een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie ofwel op vraag van de betrokkene zelf, ofwel op initiatief van het centrum.

Het project gaat uit van de verwachtingen, de vaardigheden, de bekwaamheden en de behoeften van de betrokken persoon en van de mogelijkheden van het centrum.

Naar gelang van de behoeften van de persoon zal het geïndividualiseerd project [...] bij voorkeur betrekking hebben op de inschakeling in het beroepsleven, of, bij gebrek daaraan, op de inschakeling in de maatschappij.

Bij het opmaken van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie ziet het centrum toe op een correcte evenredige verhouding tussen de eisen die aan de betrokkene worden gesteld en de toegekende hulp.

Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie kan betrekking hebben op een gemeenschapsdienst, die daar dan onlosmakelijk deel van uitmaakt. De gemeenschapsdienst bestaat uit het verrichten van activiteiten op een vrijwillige basis die zowel positief bijdragen aan het persoonlijk ontwikkelingstraject van de betrokkene, als positief bijdragen aan de gemeenschap.

§ 2. Dit project is verplicht :

a) wanneer het centrum op grond van billijkheidsredenen aanvaardt dat de betrokken persoon met het oog op een verhoging van zijn inschakelingskansen in het beroepsleven, een studie met voltijds leerplan aanvat, hervat of voortzet in een door de gemeenschappen erkende, georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling;

b) wanneer het een project betreft zoals bedoeld in artikel 6, § 2.

c) wanneer de betrokkene de laatste drie maanden geen recht op maatschappelijke integratie heeft genoten.

Iedere persoon heeft recht op een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie aangepast aan zijn persoonlijke situatie en zijn capaciteiten binnen drie maanden vanaf de datum van de beslissing van het centrum dat de persoon voldoet aan de in de artikelen 3 en 4 gestelde voorwaarden.

§ 3. De betrokken persoon en het centrum sluiten een schriftelijke overeenkomst, in overeenstemming met artikel 6, § 3, met betrekking tot het project bedoeld in § 1. Op vraag van één van de partijen kunnen ook één of meer derden partij zijn bij de overeenkomst. De overeenkomst kan tijdens de uitvoering worden gewijzigd op verzoek van elke partij, in onderlinge overeenstemming.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de minimumvoorwaarden en de modaliteiten waaraan een overeenkomst betreffende een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie moet voldoen ».

B.3.3. Bij artikel 7 van de bestreden wet wordt artikel 13 van dezelfde wet vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het recht op maatschappelijke integratie kan worden gerealiseerd door een tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst als bedoeld in de artikelen 8 en 9 of door de toekenning van een leefloon dat, indien de betrokkene de laatste drie maanden geen recht op maatschappelijke integratie heeft genoten, gepaard gaat met een in artikel 11, § 1, bedoeld geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie. Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie is facultatief als het recht op maatschappelijke integratie gerealiseerd wordt door een tewerkstelling aangevuld met de toekering van een leefloon.

§ 2. Iedere persoon heeft recht op een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie aangepast aan zijn persoonlijke situatie en zijn capaciteiten binnen drie maanden vanaf de datum van de beslissing van het centrum dat de persoon voldoet aan de in de artikelen 3 en 4 gestelde voorwaarden.

§ 3. Artikel 6, § 3, is van toepassing wanneer in het kader van zijn recht op maatschappelijke integratie aan de betrokkene een tewerkstelling of een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie wordt voorgesteld.

§ 4. In afwachting van een tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst of een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, heeft de persoon overeenkomstig de bij deze wet gestelde voorwaarden, recht op een leefloon.

Wanneer de inkomsten uit de tewerkstelling lager zijn dan het bedrag van het leefloon waarop de betrokkene aanspraak kan maken, blijft het recht op een leefloon onder de bij deze wet gestelde voorwaarden behouden.

Indien het centrum door een met redenen omklede beslissing aantoonde dat de persoon wegens gezondheids- of billijkheidsredenen niet kan werken, heeft hij, overeenkomstig de bij deze wet gestelde voorwaarden, recht op een leefloon, al dan niet gepaard gaand met een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie.

Indien het centrum door een met redenen omklede beslissing aantoonde dat de persoon wegens gezondheids- of billijkheidsredenen niet kan deelnemen aan een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, heeft hij, overeenkomstig de bij deze wet gestelde voorwaarden, recht op een leefloon.

§ 5. De betrokken persoon en het centrum sluiten een schriftelijke overeenkomst, met betrekking tot het in § 1 bedoeld project. Op vraag van één van de partijen kunnen ook een of meer derden partij zijn bij de overeenkomst. De overeenkomst kan tijdens de uitvoering worden gewijzigd op verzoek van elke partij, in onderlinge overeenstemming.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de minimumvoorwaarden en de nadere regels waaraan een overeenkomst betreffende een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie voldoet. »

Die bepaling betreft de aanvragers die 25 jaar en ouder zijn.

B.4.1. Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, opgevat als een tussen de gerechtigde en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gesloten schriftelijke overeenkomst, is in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum (artikel 6, § 2) ingevoerd bij de wet van 12 januari 1993 houdende een urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving. Het is vervolgens overgenomen door de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, die het bestaansminimum heeft vervangen door het recht op maatschappelijke integratie.

Uit de memorie van toelichting bij de wet van 26 mei 2002 blijkt dat teneinde de algemene doelstelling van de wet, die erin bestond de herinschakeling van de minstbedeelden te bevorderen, te trachten te verwezenlijken, de wetgever heeft geoordeeld dat « alhoewel de uitkering noodzakelijk blijft, [...] zij in vele gevallen niet meer [volstaat] » en dat « om de verwachtingen in te lossen zowel van de kansarme personen zelf, die ' zich uit de slag ' willen trekken als van de OCMW's, [...] het sociaal beleid [moet] evolueren van een strikt financiële bijstand naar maatschappelijk werk ». Om die reden heeft hij het subjectief recht op maatschappelijke integratie willen opnemen in een overeenkomst en de beweging die in 1993 op gang werd gebracht met het urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving en met de integratiecontracten voor de 18-25-jarigen voortgezet en uitgebreid (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1603/001, pp. 4-5).

Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie was, tot de inwerkingtreding van de bestreden wet, enkel verplicht voor de aanvragers jonger dan vijftig jaar.

B.4.2. De bestreden wet beoogt een « uitbreiding van het bestaande begeleidingsinstrument waar het [geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie] voor staat » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1864/001, p. 4).

In de memorie van toelichting wordt vermeld :

« Dit houdt in dat er voorwaarden worden verbonden aan de toegekende steun, voorwaarden die beide partijen binden, wederzijdse verplichtingen en verbintenissen inhouden en waarbij het doel van de begeleiding erin bestaat om via in onderling overleg bepaalde doelen en welbepaalde acties, stappen te zetten zodat de OCMW-gerechtigde geleidelijk aan zelfstandiger wordt en volwaardig kan deelnemen aan de samenleving. Wanneer de betrokkene immers rechtmatig over rechten moet beschikken die zijn menselijke waardigheid garanderen, moeten deze rechten gepaard gaan met plichten, meer bepaald op het vlak van wederzijdse engagementen » (*ibid.*, pp. 4-5).

In de Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke hernieuwing heeft de minister uiteengezet :

« Het doel van het ontwerp is een positieve dynamiek op te starten om de OCMW's bij te staan dat ze de doelgroep beter kunnen begeleiden. De nadruk ligt hierbij op responsabilisering en activering van de begunstigde. Voor bepaalde begunstigten is er een lange moeilijke weg af te leggen, maar er moet een bewustzijn worden gecreëerd dat rechten en plichten samen gaan. De situatie moet met het oog op het verbeteren van de menselijke waardigheid positief worden beoordeeld » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 8).

B.4.3. Bijgevolg maken de bestreden bepalingen het sluiten van een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie verplicht voor alle betrokken personen die de laatste drie maanden geen recht op maatschappelijke integratie hebben genoten, anders gezegd, voor alle nieuwe rechthebbenden op maatschappelijke integratie, ongeacht hun leeftijd.

Wat de gebrekkige wettelijke omkadering van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie betreft

B.5. In het eerste en het derde middel verwijten de verzoekende partijen de wetgever dat hij heeft nagelaten zelf de verplichtingen te preciseren die in het kader van een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie aan de gerechtigden van het leefloon kunnen worden opgelegd. In het tweede onderdeel van het zesde middel verwijten zij hem dat hij bijgevolg verschillen in behandeling heeft doen ontstaan die in strijd zijn met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.6. Het eerste onderdeel van het eerste middel en het derde middel zijn afgeleid uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Volgens de verzoekende partijen zouden de bestreden bepalingen een zeer groot aantal inmengingen mogelijk

maken in de rechten die worden beschermd bij artikel 22 van de Grondwet en bij artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, zonder daarvoor een kader te scheppen of ze op enigerlei wijze af te bakenen, zodat de delegatie aan de Koning die is vervat in artikel 13, § 5, tweede lid, van de wet van 26 mei 2002, ingevoerd bij artikel 7 van de bestreden wet, niet verenigbaar zou zijn met het wettigheidsbeginsel.

B.7.1. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 22 van de Grondwet blijkt dat de Grondwetgever heeft gestreefd naar een zo groot mogelijke concordantie met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens zodat de waarborgen welke die beide bepalingen bieden, een onlosmakelijk geheel vormen.

B.7.2. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

B.7.3. Naast de formele wettigheidsvereiste legt artikel 22 van de Grondwet eveneens de verplichting op dat de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen wordt geformuleerd die het mogelijk maken de hypothesen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven toestaat.

Evenzo houdt de vereiste van voorzienbaarheid waaraan de wet moet voldoen om in overeenstemming te zijn met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in dat de formulering ervan voldoende precies is zodat eenieder - desnoods met gepast advies - in de gegeven omstandigheden in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien (EHRM, grote kamer, 4 mei 2000, *Rotaru* t. Roemenië, § 55; grote kamer, 17 februari 2004, *Maestri* t. Italië, § 30). De wetgeving moet eenieder een voldoende indicatie geven over de omstandigheden waarin en de voorwaarden waaronder de overheden gebruik mogen maken van maatregelen die raken aan de rechten gewaarborgd door het Verdrag (EHRM, grote kamer, 12 juni 2014, *Fernández Martínez* t. Spanje, § 117).

B.8. Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie neemt de vorm aan van een tussen de gerechtigde en het OCMW onderhandelde en gesloten schriftelijke overeenkomst. Die overeenkomst omvat inzonderheid verplichtingen die ten laste van de gerechtigde worden gelegd met het doel, eerst, zijn inschakeling in het beroepsleven te bevorderen of, bij gebrek daaraan, zijn inschakeling in de maatschappij (artikel 11, § 1, van de wet van 26 mei 2002). De uitvoering ervan veronderstelt een controle vanwege het OCMW op de naleving, door de gerechtigde, van de verplichtingen die hij aldus heeft aangegaan. Het zonder wettige redenen niet naleven van zijn verplichtingen door de gerechtigde kan, krachtens artikel 30, § 2, van de wet van 26 mei 2002, een sanctie met zich meebrengen. Het is niet uitgesloten dat de verplichtingen waartoe de gerechtigde zich verbindt, in talrijke gevallen een weerslag hebben op zijn privéleven. De onderhandeling, de uitvoering, de follow-up en de controle van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie kunnen dus inmengingen in het recht op eerbiediging van het privéleven van de gerechtigden van het leefloon veroorzaken.

B.9.1. Door te bepalen dat de toekenning van het leefloon, voor elke persoon die daarom verzoekt en die voldoet aan de voorwaarden vastgesteld bij de artikelen 3 en 4 van de voormelde wet van 26 mei 2002, gepaard gaat met een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie zoals bedoeld in artikel 11, § 1, van dezelfde wet, definieert artikel 13, § 1, van dezelfde wet, ingevoerd bij artikel 7 van de bestreden wet, precies de gevallen waarin de wetgever de inmengingen, door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken personen toestaat.

B.9.2. Door de Koning ermee te belasten bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimumvoorwaarden en de nadere regels te bepalen waaraan een overeenkomst betreffende een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie voldoet, bevat artikel 13, § 5, laatste lid, van dezelfde wet een delegatie die betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van een maatregel die een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van de gerechtigden van het leefloon omvat. Opdat een dergelijke delegatie verenigbaar kan worden geacht met het wettigheidsbeginsel dat wordt afgeleid uit artikel 22 van de Grondwet, dient het Hof na te gaan of de wetgever de essentiële elementen van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie zelf heeft vastgesteld.

B.9.3. Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie kan niet worden opgelegd aan een persoon die wegens gezondheids- of billijkheidsredenen daaraan niet kan deelnemen (artikel 10, vierde lid, en artikel 13, § 4, vierde lid, van de wet van 26 mei 2002). Het project moet aangepast zijn aan de persoonlijke situatie en de capaciteiten van de betrokken persoon (artikel 11, § 2, tweede lid, en artikel 13, § 2, van dezelfde wet). Het project gaat uit van de verwachtingen, de vaardigheden, de bekwaamheden en de behoeften van de betrokken persoon, het heeft bij voorkeur betrekking op de inschakeling in het beroepsleven of, bij gebrek daaraan, op de inschakeling in de maatschappij van de betrokken persoon, en daarbij wordt toegezien op een correcte, evenredige verhouding tussen de eisen die aan de betrokkene worden gesteld en de toegekende hulp (artikel 11, § 1, van dezelfde wet).

B.9.4. In de memorie van toelichting met betrekking tot de wet van 26 mei 2002 wordt gepreciseerd :

« Het project beschrijft het integratietraject van de persoon evenals de begeleidingsinspanningen waartoe het OCMW zich verbindt. Het project is duidelijk een wederkerig gebeuren en is opgesteld vanuit het respect en de menselijke waardigheid van de persoon. Het project bevat ontwikkelingskansen voor de persoon en werkt de drempels voor sociale inschakeling weg » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1603/001, p. 6).

« Bij de totstandkoming van dit geïndividualiseerd project moet de aanvrager beschouwd worden als een werkelijke partner.

Om dit te doen behoort het aan de Koning om de modaliteiten te bepalen voor het afsluiten van het contract dat een werkelijke betrokkenheid van de jongere moet garanderen. [...]

[...]

Wanneer de persoon nog niet geschikt [is] voor een arbeidstraject, legt het project de modaliteiten vast waarop de betrokkene stapsgewijs kan worden bewogen tot een actieve participatie aan het maatschappelijk leven. Soms is het verrichten van maatschappelijk zinvolle activiteiten nodig om deze personen uit hun isolement te halen vooraleer ze het proces kunnen aanvaarden dat tot tewerkstelling leidt.

De OCMW's, al dan niet in samenwerking met de verenigingen, kunnen verschillende initiatieven nemen opdat de personen terug vertrouwen zouden krijgen in hun eigen capaciteiten (gespreksgroepen, gemeenschappelijke sociale activiteiten,...).

Op eigen initiatief kan de persoon ook vrijwilligerswerk verrichten voor zover deze stap zijn inschakeling niet hypothekeert » (*ibid.*, p. 18).

B.9.5. Uit het voorgaande volgt dat de wet van 26 mei 2002, geïnterpreteerd in het licht van de in de parlementaire voorbereiding uitgedrukte bedoelingen van de wetgever, voldoende elementen bevat die het mogelijk maken de essentiële elementen van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie te bepalen. Er kan aan de wetgever niet worden verweten dat hij voor het overige aan de Koning de bevoegdheid heeft opgedragen de minimumvoorwaarden en de nadere regels te bepalen waaraan de overeenkomsten die de geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie bevatten, moeten voldoen.

Aangezien het gaat om een domein waarin het maatschappelijk werk van nature moet worden aangepast aan de persoonlijke situatie van elke gerechtigde, lijkt het overigens onvermijdelijk dat bij de concrete aanwending van dat instrument van integratie aan de OCMW's een bepaalde beoordelingsmarge wordt gelaten. Door de doelstelling te bepalen die met het geïndividualiseerd project wordt nagestreefd en door aan de OCMW's de eerbiediging op te leggen van een aantal waarborgen bij het sluiten ervan, heeft de wetgever hun werk voldoende omlijnd en heeft hij erover gewaakt dat het geïndividualiseerd project geen aanleiding geeft tot onevenredige aantastingen van het recht op eerbiediging van het privéleven van de aanvragers. Tot slot, indien dergelijke aantastingen zich mochten voordoen, zouden zij door de bevoegde rechterlijke instanties kunnen worden gesanctioneerd.

B.10.1. Bij hun derde middel verwijten de verzoekende partijen de wetgever voorts dat hij de vaagheid van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie heeft verergerd door in artikel 11, § 3, tweede lid, *in fine*, van de wet van 26 mei 2002, bij het bestreden artikel 6, 6°, de woorden « alsook de specifieke voorwaarden voor een overeenkomst die binnen een bepaalde periode leidt tot een arbeidsovereenkomst, een overeenkomst inzake studies met een voltijds leerplan of overeenkomst gericht op vorming » op te heffen.

B.10.2. In de memorie van toelichting wordt dienaangaande aangegeven :

« De verschillende specifieke vormen van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie worden afgeschaft om een al te rigoureuze toepassing van het onderscheid tussen de verschillende vormen te vermijden en om mengvormen te kunnen creëren die een nog beter maatwerk mogelijk maken » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1864/001, pp. 7-8).

B.11. Er is geen enkele reden om aan te nemen dat de wetgever met de bestreden opheffing de bedoeling heeft gehad de OCMW's te beletten geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie voor te stellen en te sluiten die specifiek bedoeld zijn om de gerechtigde naar een arbeidsovereenkomst te leiden, om een kader te scheppen voor de voortzetting van zijn studie of om hem aan te moedigen een opleiding te volgen. Aangezien de met het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie nagestreefde doelstelling onveranderd erin bestaat de inschakeling in het beroepsleven of, bij gebrek daaraan, de inschakeling in de maatschappij van de gerechtigden te bevorderen, lijkt het evident dat voorrang blijft worden gegeven aan de geïndividualiseerde projecten als specifieke instrumenten van maatschappelijk werk die ofwel naar een arbeidsovereenkomst leiden, ofwel een kader scheppen voor studies of een opleiding die bedoeld zijn om de kansen van de betrokken persoon op de arbeidsmarkt te verhogen. Door de bestreden opheffing heeft de wetgever alleen een soepelere toepassing van die specifieke instrumenten van maatschappelijk werk mogelijk willen maken.

Daaruit volgt dat de wetgever met de bestreden opheffing geen vaagheid heeft doen ontstaan die in strijd is met het wettigheidsbeginsel vervat in artikel 22 van de Grondwet.

B.12. Het eerste onderdeel van het eerste middel en het derde middel zijn niet gegrond.

B.13. Het tweede onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van het wettigheidsbeginsel vervat in artikel 23 van de Grondwet. De verzoekende partijen verwijten de wetgever dat hij aan de Koning de zorg heeft toevertrouwd om bepaalde aspecten van het bij die bepaling gewaarborgde recht op sociale bijstand te regelen. Die kritiek beoogt, enerzijds, de verplichtingen die bij het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie aan de gerechtigden van het leefloon kunnen worden opgelegd en, anderzijds, de invoering van de gemeenschapsdienst. In zoverre de invoering van de gemeenschapsdienst wordt beoogd, dient dat onderdeel van het middel samen met de andere middelen met betrekking tot dat onderwerp te worden onderzocht.

B.14.1. Artikel 23, tweede lid en derde lid, 2°, van de Grondwet verplicht de bevoegde wetgever ertoe het recht op sociale bijstand te waarborgen en de voorwaarden voor de uitoefening van dat recht te bepalen.

Die grondwetsbepaling verbiedt die wetgever echter niet machtigingen te verlenen aan de uitvoerende macht, voor zover die machtigingen betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de wetgever het onderwerp heeft aangegeven.

Die grondwetsbepaling verplicht de wetgever niet om alle essentiële elementen van het recht op sociale bijstand te regelen en verbiedt hem niet om de uitvoerende macht ertoe te machtigen die te regelen.

B.14.2. Zoals in B.9.5 is vermeld, bevat de wet van 26 mei 2002, geïnterpreteerd in het licht van de bedoelingen van de wetgever, voldoende elementen die het mogelijk maken de essentiële elementen van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie te bepalen. Daaruit volgt dat de bestreden delegatie aan de Koning betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de wetgever het onderwerp heeft bepaald en dat zij artikel 23 van de Grondwet dus niet schendt.

B.15. Het tweede onderdeel van het eerste middel, in zoverre het betrekking heeft op het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, is niet gegrond.

B.16. Het derde onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, dat wordt gewaarborgd bij de in het middel aangehaalde grondwets- en verdragsbepalingen. De verzoekende partijen doen gelden dat de vaagheid in de wetgeving waarmee het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie en de gemeenschapsdienst gepaard gaan, een ernstig risico doet ontstaan dat naar gelang van de bevoegde OCMW's uiteenlopende praktijken zich ontwikkelen en bijgevolg discriminaties onder gebruikers naar gelang van het OCMW waarvan zij afhangen. In zoverre daarbij de gemeenschapsdienst wordt beoogd, dient dat onderdeel van het middel te worden onderzocht samen met de andere middelen met betrekking tot dat onderwerp.

Het tweede onderdeel van het zesde middel is eveneens afgeleid uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. De verzoekende partijen doen gelden dat elke nieuwe voorwaarde die aan de gerechtigde van het leefloon kan worden opgelegd via het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie een discriminatie doet ontstaan tussen personen aan wie die voorwaarde wordt opgelegd en diegenen aan wie zij niet wordt opgelegd. De draagwijdte van dat middel valt samen met die van het derde onderdeel van het eerste middel.

B.17.1. Zoals in B.9.5 is vermeld, heeft de wetgever het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie met een aantal waarborgen omgeven. Hij heeft de doelstelling gepreciseerd die met het inzetten van dat instrument van integratie moet worden nagestreefd, hij heeft bepaald dat personen die wegens gezondheids- of billijkheidsredenen niet eraan kunnen deelnemen, ervan worden vrijgesteld en hij heeft de OCMW's de verplichting opgelegd het aan te passen aan de persoonlijke situatie en de capaciteiten van de betrokken persoon en het evenredigheidsbeginsel in acht te nemen bij het vaststellen van de erin vervatte vereisten. Daaruit volgt dat het sluiten, het in werking stellen en het controleren van de uitvoering van de geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie worden omgeven met een aantal waarborgen voor de rechten van de begunstigen van het leefloon.

B.17.2. Voor het overige is het, aangezien het gaat om een sociaal werkmiddel dat, om doeltreffend en relevant te zijn, per definitie zoveel mogelijk aan de individuele situatie van elke betrokken persoon aangepast moet zijn, onvermijdelijk dat bij de concrete inwerkingstelling ervan verschillen opduiken. Dergelijke verschillen zouden slechts strijdig zijn met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie indien zij een onevenredige aantasting van de grondrechten van de betrokken personen met zich zouden meebrengen.

B.17.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding met betrekking tot de wet van 26 mei 2002 werd gepreciseerd dat « terzake [...] men alleen maar [kan] vaststellen dat het nooit mogelijk zal zijn tot een zeer nauwkeurige normdefinitie te komen, aangezien de begrippen voor zeer veel personen gelden en door tal van OCMW's ook praktisch worden aangewend » en dat « in plaats van in de terminologie waarborgen in te bouwen, wordt bepaald dat de betrokkene zich door een derde kan laten bijstaan en dat hij zich tot de arbeidsrechtbank kan wenden » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1603/004, p. 51).

B.18. Het derde onderdeel van het eerste middel, in zoverre het betrekking heeft op het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, en het tweede onderdeel van het zesde middel zijn niet gegrond.

Wat de veralgemening van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie betreft

B.19. Bij het vierde middel verwijten de verzoekende partijen de wetgever dat hij de verplichting om een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie te sluiten heeft uitgebreid tot alle categorieën van gerechtigden van de maatschappelijke integratie en dat hij een gemeenschapsdienst heeft ingesteld. Zij gaan ervan uit dat de wetgever daardoor de « voorwaardelijkheid » van het recht op maatschappelijke integratie heeft versterkt, met schending van de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet.

In zoverre dat middel de gemeenschapsdienst beoogt, dient het samen met de andere middelen met betrekking tot dat onderwerp te worden onderzocht.

B.20.1. Artikel 23 van de Grondwet bevat inzake het recht op sociale bijstand een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het door de van toepassing zijnde wetgeving geboden beschermingsniveau, in aanzienlijke mate vermindert, zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.20.2. Die verplichting kan echter niet zo worden begrepen dat ze elke wetgever, in het raam van zijn bevoegdheden, de verplichting oplegt om niet te raken aan de nadere regels van de sociale bijstand. Zij verbiedt hem om maatregelen aan te nemen die een aanzienlijke achteruitgang zouden betekenen van het in artikel 23, eerste lid en derde lid, 2°, van de Grondwet gewaarborgde recht, maar zij ontzegt hem niet de bevoegdheid om te oordelen hoe dat recht op de meest adequate wijze wordt gewaarborgd.

B.21.1. Onder de voorwaarden voor het verkrijgen van het recht op maatschappelijke integratie die zijn vastgelegd bij het bij de bestreden wet niet-gewijzigde artikel 3, 5°, van de wet van 26 mei 2002 staat de voorwaarde werkberijd te zijn, tenzij gezondheids- of billijkheidsredenen een hinderpaal vormen. Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie heeft als prioritaire functie bij te dragen tot de inschakeling in het beroepsleven van de betrokken personen en, wanneer de inschakeling in het beroepsleven niet onmiddellijk mogelijk is, hun inschakeling in de maatschappij te bevorderen. Het is door de wetgever opgevat als « een extra instrument [...] ten gunste van de gerechtigden » en het « dient noch tot uitsluiting noch tot bestraffing » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 39). De persoon van wie door het OCMW wordt vastgesteld dat hij wegens gezondheids- of billijkheidsredenen niet kan deelnemen aan een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, heeft recht op het leefloon (artikel 13, § 4, vierde lid, van de wet van 26 mei 2002, vervangen bij artikel 7 van de bestreden wet). Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie wordt aangepast aan de persoonlijke situatie en de capaciteiten van de betrokken persoon (artikel 13, § 2, van de wet van 26 mei 2002, vervangen bij artikel 7 van de bestreden wet) en het gaat uit van de verwachtingen, de vaardigheden, de bekwaamheden en de behoeften van de betrokken persoon alsook van de mogelijkheden van het OCMW (artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet van 26 mei 2002).

B.21.2. Zonder dat het noodzakelijk is te onderzoeken of de bestreden maatregel te dezen een aanzienlijke achteruitgang vormt voor de gerechtigden van het leefloon die voortaan ertoe gehouden zijn een verbintenis aan te gaan door een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, kan worden vastgesteld dat hij verantwoord is door een reden van algemeen belang, namelijk de integratie in het beroepsleven en in de maatschappij bevorderen van de personen ten aanzien van wie hij wordt toegepast. De wetgever kon in dat opzicht ervan uitgaan dat het relevant is een instrument van integratie dat tot op heden hoofdzakelijk gebruikt wordt voor de jonge gerechtigden van het leefloon tot nieuwe categorieën van personen uit te breiden teneinde de inschakeling van alle gerechtigden in het beroepsleven en in de maatschappij te bevorderen.

B.22. Het vierde middel, in zoverre het betrekking heeft op het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie, is niet gegrond.

Ten aanzien van de gemeenschapsdienst

B.23.1. Bij artikel 3 van de bestreden wet wordt in de wet van 26 mei 2002 een artikel 3/1 ingevoegd, dat luidt :
« De werkberijheid bedoeld in artikel 3, 5°, kan blijken uit het aanvaarden van gemeenschapsdienst ».

B.23.2. Bij artikel 6, 2°, van de bestreden wet wordt paragraaf 1 van artikel 11 van de wet van 26 mei 2002 aangevuld met het volgende lid :

« Het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie kan betrekking hebben op een gemeenschapsdienst, die daar dan onlosmakelijk deel van uitmaakt. De gemeenschapsdienst bestaat uit het verrichten van activiteiten op een vrijwillige basis die zowel positief bijdragen aan het persoonlijk ontwikkelingstraject van de betrokkene, als positief bijdragen aan de gemeenschap ».

B.24.1. In de memorie van toelichting bij de bestreden wet wordt in verband met het voormelde artikel 3 aangegeven :

« Tenzij gezondheids- en billijkheidsredenen het verhinderen, vormt werkberijheid een voorwaarde om te genieten van het recht op maatschappelijke integratie. Het project preciseert dat het engagement van een begunstigde aan gemeenschapsdienst kan bijdragen om aan deze voorwaarde te beantwoorden zonder hem of haar vrij te stellen van de voorwaarde van werkberijheid. Aan deze voorwaarde kan altijd worden voldaan via andere middelen, zoals een vorming of een actieve zoektocht naar werk » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1864/001, p. 6).

In verband met artikel 6 wordt uiteengezet :

« Er moet op vrijwillige basis ingestemd worden met de gemeenschapsdienst in het kader van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie. Zodra ermee ingestemd wordt, maakt hij onlosmakelijk deel uit van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie. De gemeenschapsdienst moet gericht zijn op een toekomstige bezoldigde tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst, een diensten-contract of een statutaire aanstelling. In geen enkel geval mag de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt verminderen » (*ibid.*, p. 7).

B.24.2. Tijdens de besprekingen in de Commissie heeft de minister aangegeven :

« In het wetsontwerp wordt gekozen voor een gemeenschapsdienst op vrijwillige basis. De minister had niet anders tewerk willen gaan. De gemeenschapsdienst wordt door het OCMW voorgesteld. Het OCMW is daartoe niet verplicht. De betrokkene is evenmin verplicht daarmee in te stemmen. De gemeenschapsdienst is een hefboom voor sociale, maatschappelijke en sociaalprofessionele integratie. Een dergelijke dienst valoriseert de persoon en vormt een eerste stap naar re-integratie. De overeenkomsten ' artikel 60 ' en ' artikel 61 ' gaan uit van dezelfde dynamiek.

[...]

De minister is het niet eens met het standpunt van de leden die de gemeenschapsdienst beschouwen als een middel om de arbeidsmarkt uit te hollen. In België telt de arbeidsmarkt vier miljoen mensen. De gemeenschapsdienst zal daarvan slechts een zeer gering aandeel vertegenwoordigen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 42).

B.24.3. In de aan de OCMW's gerichte omzendbrief van 12 oktober 2016 van de POD Maatschappelijke integratie wordt in verband met de gemeenschapsdienst gepreciseerd :

« Bij de afweging of een bepaalde activiteit in aanmerking komt voor een gemeenschapsdienst moet men steeds rekening houden met het feit dat iemand die een gemeenschapsdienst uitoefent niet de taken mag overnemen die behoren tot een betaalde tewerkstelling en dit ongeacht of die tewerkstelling in het kader van een statutaire aanstelling of een arbeidscontract wordt uitgeoefend. Dit geldt ook voor de arbeidscontracten die in het kader van een tewerkstellingsmaatregel werden opgesteld. In organisaties waar men het bezoldigd personeel aanvult met personen die een gemeenschapsdienst uitoefenen, gaat het dus over de kleine extraatjes die men anders niet zou uitvoeren. De gemeenschapsdienst mag niet gebruikt worden ter vervanging van de proefperiode, tewerkstellingstest,... ».

B.25. Het tweede onderdeel (*partim*) van het eerste middel, het tweede middel, het vierde middel (*partim*), het vijfde middel, het eerste onderdeel van het zesde middel en het zevende middel betreffen de gemeenschapsdienst.

Het Hof onderzoekt eerst het vijfde middel, dat is afgeleid uit de schending van de regels inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

Wat de bevoegdheid van de federale wetgever betreft

B.26. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 39 en 134 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De verzoekende partijen doen gelden dat de gemeenschapsdienst een tewerkstelling vormt van de rechthebbenden op maatschappelijke integratie en dat de federale wetgever bijgevolg afbreuk heeft gedaan aan de gewestbevoegdheid op dat gebied.

B.27.1. Bij artikel 6, § 1, IX, 2^o/1, van de voormelde bijzondere wet wordt voortaan aan de gewesten de bevoegdheid toegewezen inzake « tewerkstelling van personen die het recht op maatschappelijke integratie of het recht op financiële maatschappelijke hulp genieten ».

Artikel 5, § 1, II, 2^o, b, van dezelfde bijzondere wet, dat handelt over de gemeenschapsbevoegdheid inzake de bijstand aan personen en dat uit die bevoegdheid de aangelegenheden met betrekking tot de OCMW's uitsluit, die een federale bevoegdheid blijven, bevestigt bovendien « de bevoegdheid van de gewesten voor de tewerkstelling van personen die het recht op maatschappelijke integratie of het recht op financiële maatschappelijke bijstand genieten bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2^o/1 ».

B.27.2. Het voormelde artikel 6, § 1, IX, 2^o/1 is in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ingevoegd bij artikel 22, 3^o, van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming. In de toelichting bij het voorstel van bijzondere wet met betrekking tot die bepaling wordt aangegeven :

« De gewesten worden bevoegd voor de programma's voor de begeleiding van leefloners om ze opnieuw te integreren in de arbeidsmarkt (artikelen 60 en 61) » (*Parl. St.*, Senaat, 2012-2013, nr. 5-2232/1, p. 13).

« De gewesten worden bevoegd voor de programma's voor de arbeidsmarktbegeleiding van rechthebbenden op het leefloon en het equivalent leefloon.

De gewesten worden bevoegd om de categorieën gebruikers vast te stellen waaraan rechthebbenden op een leefloon en het equivalent leefloon ter beschikking kunnen worden gesteld.

[...]

Dit omvat in elk geval de aangelegenheden die geregeld worden in de artikelen 57^{quater}, 60 en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met name :

- de inschakeling van bepaalde vreemdelingen door het OCMW in het beroepsleven (artikel 57^{quater});
- de tewerkstelling waarbij het OCMW zelf als de juridische werkgever optreedt (artikel 60, § 7);
- de tewerkstelling waarbij het OCMW [zijn] tewerkstellingsopdracht realiseert in samenwerking met een andere werkgever (artikel 61).

Het recht op maatschappelijke integratie, dat de vorm van een leefloon of een tewerkstelling kan aannemen, blijft federaal » (*ibid.*, pp. 108-109).

B.27.3. In dezelfde toelichting wordt in verband met de wijziging van het in B.27.1 aangehaalde artikel 5 gepreciseerd :

« Om de tekst van artikel 5, § 1, II, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in overeenstemming te brengen met het voorgestelde artikel 22 (artikel 6, § 1, IX, 1^o, nieuw) dient in artikel 5, § 1, II, 2^o, b, van deze bijzondere wet te worden bepaald dat de federale bevoegdheid geen betrekking heeft op de arbeidsbemiddeling verstrekt door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 1^o, nieuw » (*ibid.*, p. 50).

B.28.1. De gemeenschapsdienst wordt bij de bestreden bepalingen opgevat als een activiteit die door het OCMW aan de aanvrager van het leefloon kan worden voorgesteld. Die is niet ertoe gehouden het voorstel aan te nemen. Het aanvaarden zich ertoe te verbinden een gemeenschapsdienst te verrichten wordt bij het bestreden artikel 3/1 van de wet van 26 mei 2002 evenwel opgevat als een middel voor de aanvrager om te bewijzen dat hij werkbereid is, waarbij de werkbereidheid overeenkomstig het bij de bestreden wet niet-gewijzigde artikel 3, 5^o, van dezelfde wet een voorwaarde is voor het verkrijgen van het recht op maatschappelijke integratie.

Indien het voorstel om gemeenschapsdienst te verrichten door de gerechtigde van het leefloon wordt aangenomen, maakt die dienst onlosmakelijk deel uit van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie (bestreden artikel 11, § 1, laatste lid, van de wet van 26 mei 2002), zodat de overeengekomen prestaties voor de begunstigde verplicht worden. Indien die de dienst wenst stop te zetten of de nadere regels ervan wenst te wijzigen, kan hij dat slechts doen in overeenstemming met het OCMW, aangezien een nieuw geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie moet worden gesloten.

B.28.2. Krachtens artikel 30, § 2, van de wet van 26 mei 2002 kan een gehele of gedeeltelijke schorsing van de uitbetaling van het leefloon gedurende een maand worden uitgesproken indien de gerechtigde zijn verplichtingen die in het contract betreffende het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie zijn vermeld, zonder wettige redenen, niet naleeft. In geval van herhaling binnen het jaar kan de schorsing worden uitgesproken voor een termijn van drie maanden.

B.29.1. Uit het voorgaande vloeit voort dat, hoewel geen enkele bezoldiging de tegenprestatie ervan is, de gemeenschapsdienst die is opgenomen in een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie niet beantwoordt aan de definitie van het vrijwilligerswerk zoals die voortvloeit uit artikel 3 van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers daar niet ervan kan worden uitgegaan dat het gaat om een activiteit die « onverplicht » wordt verricht. De gemeenschapsdienst vertoont dus kenmerken die nauw aansluiten bij die van bezoldigde arbeid. Eenmaal de gemeenschapsdienst werd aanvaard, wordt die immers dwingend in zoverre hij dan onlosmakelijk deel uitmaakt van het geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie en in zoverre het niet verrichten van de daarin bepaalde prestaties een ernstig gevolg met zich kan meebrengen voor de gerechtigde. Daarenboven kunnen de activiteiten die het voorwerp kunnen uitmaken van gemeenschapsdienst en die positief dienen bij te dragen aan de gemeenschap, in alle omstandigheden en van nature, niet worden onderscheiden van de activiteiten die het voorwerp kunnen uitmaken van bezoldigde arbeid. Niets belet immers dat, indien de financiële middelen beschikbaar zijn, de activiteiten die als gemeenschapsdienst kunnen worden verricht, ook kunnen worden bezoldigd.

B.29.2. Tot slot bestaat de functie van de gemeenschapsdienst erin bij te dragen tot de integratie van de gerechtigde van het leefloon in het beroepsleven, aangezien hij een element vormt in de beoordeling van de voorwaarde werkbereid te zijn en aangezien hij, volgens de in B.24.1 aangehaalde memorie van toelichting, moet « gericht zijn op een toekomstige bezoldigde tewerkstelling ».

B.30.1. Uit het voorgaande volgt dat de gemeenschapsdienst, zoals die in de bestreden bepalingen is geregeld, ressorteert onder de bevoegdheid die bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming aan de gewesten is toegewezen inzake de tewerkstelling van personen die het recht op maatschappelijke integratie genieten. De bestreden bepalingen, in zoverre zij de OCMW's de mogelijkheid bieden, enerzijds, aan de gerechtigden van het leefloon een gemeenschapsdienst voor te stellen om te doen blijken van hun werkbereidheid en, anderzijds, die dienst in de geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie op te nemen met de sancties die daarmee gepaard gaan, schenden artikel 6, § 1, IX, 2^o/1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.30.2. Het vijfde middel is gegrond. De artikelen 3 en 6, 2^o, van de wet van 21 juli 2016 houdende wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie dienen te worden vernietigd.

Het tweede onderdeel van het eerste middel, in zoverre het de gemeenschapsdienst betreft, het tweede middel, het vierde middel, in zoverre het de gemeenschapsdienst betreft, het eerste onderdeel van het zesde middel en het zevende middel dienen niet te worden onderzocht, aangezien zij niet tot een ruimere vernietiging zouden kunnen leiden.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 3 en 6, 2^o, van de wet van 21 juli 2016 houdende wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 5 juli 2018.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/203595]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 86/2018 vom 5. Juli 2018

Geschäftsverzeichnisnummer 6611

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 und 5 bis 12 des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung, erhoben von der VoG « Collectif Solidarité contre l'Exclusion : Emploi et Revenus pour tous » und von der VoG « Ligue des Droits de l'Homme ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet, R. Leysen und J. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 1. Februar 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. Februar 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 und 5 bis 12 des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. August 2016): die VoG « Collectif Solidarité contre l'Exclusion : Emploi et Revenus pour tous » und die VoG « Ligue des Droits de l'Homme », unterstützt und vertreten durch RA O. Stein, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die fraglichen Bestimmungen

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 und 12 des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung.

Aus der Begründung der Klagegründe geht hervor, dass sich die Beschwerdegründe ausschließlich auf zwei Maßnahmen beziehen, die durch das angefochtene Gesetz getroffen wurden: einerseits die allgemeine Einführung des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung für alle Kategorien von Anspruchsberechtigten des Rechts auf soziale Eingliederung und andererseits die Einführung des Gemeinschaftsdienstes. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf die Teile der angefochtenen Bestimmungen, gegen die die Beschwerdegründe tatsächlich gerichtet sind.

B.1.2 Die vorerwähnten Beschwerdegründe betreffen nicht Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes, der Artikel 30 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 bezüglich des Zeitpunkts, ab dem die durch diesen Artikel vorgesehene Sanktion läuft, und der Möglichkeit, die Verwaltungssanktionen mit einem Aufschub zu versehen, abändert. Sie betreffen auch nicht die Artikel 9 bis 11 des angefochtenen Gesetzes, die sich auf die Subvention beziehen, die dem öffentlichen

Sozialhilfzentrum bei der Unterzeichnung des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung geschuldet wird, da die klagenden Parteien keinen Beschwerdegrund gegen die Subvention grundsätzlich oder gegen die Modalitäten ihrer Umsetzung vorbringen. Ebenso wird gegen Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes, der eine Übergangsbestimmung für eine Kategorie von Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens betrifft, kein besonderer Beschwerdegrund geltend gemacht.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Gerichtshof seine Prüfung auf die Artikel 3, 5, 6 und 7 des angefochtenen Gesetzes beschränkt.

In Bezug auf die Klagegründe

B.2. Der Gerichtshof prüft die Klagegründe in der folgenden Reihenfolge:

a) die Klagegründe und Teile von Klagegründen, die das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung betreffen (Artikel 5, 6 Nr. 3, Nr. 4 und Nr. 6 und Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes): B.3.1 bis B.22;

b) die Klagegründe und Teile von Klagegründen, die gegen die Einführung des Gemeinschaftsdienstes gerichtet sind (Artikel 3 und 6 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes): B.23.1 bis B.30.2.

In Bezug auf das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung

B.3.1 Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes ersetzt Artikel 10 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung durch die folgende Bestimmung:

« Eine Person, die auf eine Beschäftigung im Rahmen eines Arbeitsvertrags oder eines individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung wartet, hat unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen ein Anrecht auf Eingliederungseinkommen.

Wenn die Einkünfte aus der Beschäftigung unter dem Betrag des Eingliederungseinkommens liegen, auf das der Betreffende Anspruch erheben kann, bleibt das Anrecht auf Eingliederungseinkommen unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen erhalten.

Wenn das Zentrum durch einen mit Gründen versehenen Beschluss nachweist, dass eine Person aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht arbeiten kann, hat sie mit oder ohne individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen ein Anrecht auf Eingliederungseinkommen.

Wenn das Zentrum durch einen mit Gründen versehenen Beschluss nachweist, dass eine Person aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht an einem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung teilnehmen kann, hat sie unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen ein Anrecht auf Eingliederungseinkommen ».

Diese Bestimmung betrifft Antragsteller unter 25 Jahren.

B.3.2. Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes bestimmt:

« Artikel 11 desselben Gesetzes wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Absatz 3 werden die Wörter ' entweder auf die berufliche oder auf die soziale Eingliederung ' durch die Wörter ' vorzugsweise auf die berufliche Eingliederung oder, in Ermangelung dessen, auf die soziale Eingliederung ' ersetzt.

2. Paragraph 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung kann sich auf einen Gemeinschaftsdienst beziehen, der dann integraler Bestandteil des Projekts ist. Der Gemeinschaftsdienst besteht darin, freiwillig Tätigkeiten auszuüben, die sich sowohl auf die persönliche Entwicklung des Betreffenden als auch auf die Gesellschaft positiv auswirken. ';

3. Paragraph 2 wird durch einen Buchstaben c) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' c) wenn der Betreffende während der letzten drei Monate kein Recht auf soziale Eingliederung hatte. ';

4. Paragraph 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' Jede Person hat binnen drei Monaten nach dem Beschluss des Zentrums, laut dem sie die in den Artikeln 3 und 4 erwähnten Bedingungen erfüllt, ein Anrecht auf ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung, das ihrer persönlichen Situation und ihren Fähigkeiten entspricht. ';

5. In § 3 Absatz 1 *in fine* werden die Wörter ' auf Anfrage jeder der Parteien ' durch die Wörter ' auf Anfrage jeder der Parteien in gegenseitigem Einvernehmen ' ersetzt. ';

6. In § 3 Absatz 2 werden die Wörter ' sowie die spezifischen Bedingungen für einen Vertrag, der innerhalb eines bestimmten Zeitraums zu einem Arbeitsvertrag führt, für einen Vertrag bezüglich eines Vollzeitstudiums oder für einen Ausbildungsvertrag ' aufgehoben ».

Infolge dieser Änderung lautet Artikel 11 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 wie folgt:

« § 1. An die Gewährung und Fortzahlung des Eingliederungseinkommens kann entweder auf Anfrage des Betreffenden selbst oder auf Initiative des Zentrums hin ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung geknüpft werden.

Das Projekt geht von den Erwartungen, den Fähigkeiten, den Qualifikationen und den Bedürfnissen der betreffenden Person und von den Möglichkeiten des Zentrums aus.

Je nach den Bedürfnissen der Person bezieht das individualisierte Projekt sich vorzugsweise auf die berufliche Eingliederung oder, in Ermangelung dessen, auf die soziale Eingliederung.

Bei der Ausarbeitung des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung achtet das Zentrum auf ein rechtes Verhältnis zwischen den Anforderungen, denen der Betreffende genügen soll, und der gewährten Hilfe.

Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung kann sich auf einen Gemeinschaftsdienst beziehen, der dann integraler Bestandteil des Projekts ist. Der Gemeinschaftsdienst besteht darin, freiwillig Tätigkeiten auszuüben, die sich sowohl auf die persönliche Entwicklung des Betreffenden als auch auf die Gesellschaft positiv auswirken.

§ 2. Dieses Projekt ist Pflicht,

a) wenn das Zentrum aus Billigkeitsgründen damit einverstanden ist, dass die betreffende Person im Hinblick auf bessere Chancen auf berufliche Eingliederung an einer von den Gemeinschaften anerkannten, organisierten oder bezuschussten Lehranstalt ein Vollzeitstudium beginnt, wieder aufnimmt oder fortsetzt,

b) wenn es sich um ein in Artikel 6 § 2 erwähntes Projekt handelt,

c) wenn der Betreffende während der letzten drei Monate kein Recht auf soziale Eingliederung hatte.

Jede Person hat binnen drei Monaten nach dem Beschluss des Zentrums, laut dem sie die in den Artikeln 3 und 4 erwähnten Bedingungen erfüllt, ein Anrecht auf ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung, das ihrer persönlichen Situation und ihren Fähigkeiten entspricht.

§ 3. Für das in § 1 erwähnte Projekt wird gemäß Artikel 6 § 3 ein schriftlicher Vertrag zwischen dem Zentrum und der betreffenden Person geschlossen. Auf Anfrage einer der Parteien können ein oder mehrere Dritte Vertragspartei sein. Der Vertrag kann auf Anfrage jeder der Parteien in gegenseitigem Einvernehmen während seiner Erfüllung abgeändert werden.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die Mindestbedingungen und die Modalitäten, denen ein Vertrag mit Bezug auf ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung genügen muss, fest ».

B.3.3. Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes ersetzt Artikel 13 desselben Gesetzes durch die folgende Bestimmung:

« § 1. Das Recht auf soziale Eingliederung kann verwirklicht werden durch eine Beschäftigung im Rahmen eines wie in den Artikeln 8 und 9 erwähnten Arbeitsvertrags oder durch die Gewährung eines Eingliederungseinkommens, das, wenn der Betreffende während der letzten drei Monate kein Recht auf soziale Eingliederung hatte, mit einem in Artikel 11 § 1 erwähnten individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung einhergeht. Wenn das Recht auf soziale Eingliederung verwirklicht wird durch eine Beschäftigung, die durch die Gewährung eines Eingliederungseinkommens ergänzt wird, ist das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung fakultativ.

§ 2 Jede Person hat binnen drei Monaten nach dem Beschluss des Zentrums, laut dem sie die in den Artikeln 3 und 4 erwähnten Bedingungen erfüllt, ein Anrecht auf ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung, das ihrer persönlichen Situation und ihren Fähigkeiten entspricht.

§ 3. Artikel 6 § 3 kommt zur Anwendung, wenn dem Betreffenden im Rahmen seines Rechts auf soziale Eingliederung eine Beschäftigung oder ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung vorgeschlagen wird.

§ 4. Eine Person, die auf eine Beschäftigung im Rahmen eines Arbeitsvertrags oder eines individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung wartet, hat unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen ein Anrecht auf Eingliederungseinkommen.

Wenn die Einkünfte aus der Beschäftigung unter dem Betrag des Eingliederungseinkommens liegen, auf das der Betreffende Anspruch erheben kann, bleibt das Anrecht auf Eingliederungseinkommen unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen erhalten.

Wenn das Zentrum durch einen mit Gründen versehenen Beschluss nachweist, dass eine Person aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht arbeiten kann, hat diese Person unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen ein Anrecht auf Eingliederungseinkommen, ob mit oder ohne ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung.

Wenn das Zentrum durch einen mit Gründen versehenen Beschluss nachweist, dass eine Person aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht an einem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung teilnehmen kann, hat diese Person unter den durch vorliegendes Gesetz festgelegten Bedingungen ein Anrecht auf Eingliederungseinkommen.

§ 5. Das in § 1 erwähnte Projekt ist Gegenstand eines schriftlichen Vertrags zwischen der betreffenden Person und dem Zentrum. Auf Anfrage einer der Parteien können ein oder mehrere Dritte Vertragspartei sein. Auf Anfrage jeder der Parteien kann der Vertrag in gegenseitigem Einvernehmen im Laufe seiner Ausführung abgeändert werden.

Durch einen im Ministerrat beratenen Erlass legt der König die Mindestbedingungen und die Modalitäten, denen ein Vertrag mit Bezug auf ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung genügen muss, fest ».

Diese Bestimmung betrifft Antragsteller ab 25 Jahren.

B.4.1. Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung, das wie ein zwischen dem Berechtigten und dem öffentlichen Sozialhilfzentrum abgeschlossener Vertrag konzipiert ist, wurde im Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum (Artikel 6 § 2) durch das Gesetz vom 12. Januar 1993 zur Einführung eines Sofortprogramms für mehr Solidarität in der Gesellschaft eingeführt. Es wurde anschließend vom Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung übernommen, das das Existenzminimum durch das Recht auf soziale Eingliederung ersetzt hat.

Aus der Begründung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 geht hervor, dass der Gesetzgeber im Hinblick auf die Verwirklichung der allgemeinen Zielsetzung des Gesetzes, nämlich der Förderung der Wiedereingliederung der bedürftigsten Personen, den Standpunkt vertrat, dass « die finanzielle Unterstützung zwar notwendig bleibt, jedoch in vielen Fällen nicht mehr ausreicht » und dass « die Sozialpolitik, um den Erwartungen sowohl der minderbemittelten Personen, die sich selbst aus dieser Lage befreien möchten, als auch der ÖSHZen zu entsprechen, sich von einer strikt finanziellen Unterstützung zu einer Sozialarbeit hin entwickeln muss ». Aus diesem Grund wollte er das subjektive Recht auf soziale Eingliederung in eine Vereinbarung aufnehmen und hat er die 1993 in Angriff genommene Bewegung mit dem Dringlichkeitsprogramm für eine solidarischere Gesellschaft und den Eingliederungsverträgen für die Achtzehn- bis Fünfundzwanzigjährigen fortgesetzt und erweitert (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1603/001, SS. 4-5).

Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung war bis zum Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes nur für Antragsteller unter fünfundzwanzig Jahren obligatorisch.

B.4.2. Das angefochtene Gesetz bezweckt eine « Erweiterung des bestehenden Begleitinstruments, das das [individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung] darstellt » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1864/001, S. 4).

In der Begründung heißt es:

« Ceci implique que des conditions sont liées à l'aide accordée, lesquelles lient les deux parties et impliquent des obligations réciproques et des engagements mutuels, le but de l'accompagnement étant, au moyen d'actions et d'objectifs déterminés d'un commun accord, de franchir des étapes pour que le bénéficiaire du CPAS devienne graduellement plus indépendant et puisse participer pleinement à la société. En effet, si l'intéressé doit légitimement disposer de droits garantissant sa dignité humaine, ce droit doit être assorti de devoirs, notamment en termes d'engagements réciproques » (*ibid.*, pp. 4-5).

Im Ausschuss für öffentliche Gesundheit, Umwelt und Erneuerung der Gesellschaft hat der Minister dargelegt:

« Le but du projet de loi est d'imprimer une dynamique positive afin d'aider les CPAS à mieux accompagner le groupe cible. L'accent est mis à cet égard sur la responsabilisation et l'activation du bénéficiaire. Pour certains bénéficiaires, le chemin est long et difficile, mais il est capital de prendre conscience du fait que les droits s'accompagnent également de devoirs. La situation doit être appréciée positivement en vue de promouvoir la dignité humaine » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 8).

B.4.3. Von da an schreiben die angefochtenen Bestimmungen den Abschluss eines individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung für alle betroffenen Personen verbindlich vor, die während der letzten drei Monate kein Recht auf soziale Eingliederung hatten oder, anders ausgedrückt, für alle neuen Begünstigten des Rechts auf soziale Eingliederung unabhängig von ihrem Alter.

In Bezug auf den fehlenden rechtlichen Rahmen des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung

B.5. Mit dem ersten und dritten Klagegrund werfen die klagenden Parteien dem Gesetzgeber vor, dass er die Pflichten, die den Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens im Rahmen eines individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung auferlegt werden können, nicht selbst im Einzelnen festgelegt habe. Im zweiten Teil des sechsten Klagegrunds halten sie ihm vor, infolgedessen Ungleichbehandlungen geschaffen zu haben, die gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung verstießen.

B.6 Der erste Teil des ersten Klagegrunds und der dritte Klagegrund sind aus einer Verletzung von Artikel 22 der Verfassung an sich oder in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet. Nach Ansicht der klagenden Parteien würden die angefochtenen Bestimmungen eine sehr große Zahl an Eingriffen in die durch Artikel 22 der Verfassung und durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention geschützten Rechte gestatten, ohne sie in irgendeiner Weise ein- oder abzugrenzen, sodass die Ermächtigung des Königs, die in Artikel 13 § 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 enthalten ist und die durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes eingeführt wurde, nicht mit dem Legalitätsprinzip vereinbar sei.

B.7.1 Aus den Vorarbeiten zu Artikel 22 der Verfassung geht hervor, dass der Verfassungsgeber eine möglichst weitgehende Übereinstimmung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention angestrebt hat, weshalb die Garantien, die durch die beiden Bestimmungen geboten werden, ein untrennbares Ganzes bilden.

B.7.2. Indem Artikel 22 der Verfassung dem zuständigen Gesetzgeber die Befugnis vorbehält, festzulegen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen das Recht auf Achtung des Privatlebens beeinträchtigt werden kann, gewährleistet er für jeden Bürger, dass keinerlei Einmischung in dieses Recht erfolgen kann, wenn dies nicht aufgrund von Regeln geschieht, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

Eine Ermächtigung einer anderen Gewalt steht jedoch nicht im Widerspruch zum Legalitätsprinzip, sofern diese Ermächtigung ausreichend präzise beschrieben wird und sich auf die Ausführung von Maßnahmen bezieht, deren wesentliche Elemente vorher durch den Gesetzgeber festgelegt wurden.

B.7.3. Neben dem formellen Erfordernis der Legalität wird durch Artikel 22 der Verfassung ebenfalls die Verpflichtung auferlegt, dass die Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens in einem deutlichen und ausreichend präzisen Wortlaut formuliert wird, der es ermöglicht, die Fälle vorherzusehen, in denen der Gesetzgeber eine solche Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens erlaubt.

Ebenso beinhaltet das Erfordernis der Vorhersehbarkeit, die das Gesetz erfüllen muss, damit davon ausgegangen wird, dass es Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention entspricht, dass dessen Formulierung ausreichend präzise ist, damit jeder - gegebenenfalls mit einer geeigneten Beratung - unter den gegebenen Umständen in vernünftigem Maße die Folgen einer bestimmten Handlung vorhersehen kann (EuGHMR, Große Kammer, 4. Mai 2000, *Rotaru* gegen Rumänien, § 55; Große Kammer, 17. Februar 2004, *Maestri* gegen Italien, § 30). Die Gesetzgebung muss einem jeden ausreichende Hinweise über die Umstände und die Bedingungen geben, unter denen die Behörden von Maßnahmen Gebrauch machen können, mit denen die durch die Konvention gewährleisteten Rechte beeinträchtigt werden können (EuGHMR, Große Kammer, 12. Juni 2014, *Fernández Martínez* gegen Spanien, § 117).

B.8. Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung hat die Form eines schriftlichen Vertrags, der zwischen dem Berechtigten und dem ÖSHZ ausgehandelt und abgeschlossen wird. Dieser Vertrag umfasst insbesondere die Verpflichtungen, die dem Berechtigten mit dem Ziel auferlegt werden, vorzugsweise seine berufliche Eingliederung oder, in Ermangelung dessen, seine soziale Eingliederung zu fördern (Artikel 11 § 1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002). Seine Durchführung erfordert eine Überwachung der Einhaltung der so vom Berechtigten eingegangenen Verpflichtungen durch das ÖSHZ. Kommt der Berechtigte seinen Verpflichtungen ohne rechtmäßigen Grund nicht nach, kann er nach Artikel 30 § 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 mit einer Sanktion belegt werden. Es ist nicht ausgeschlossen, dass sich die Verpflichtungen, zu deren Einhaltung der Berechtigte sich verpflichtet, in zahlreichen Fällen auf sein Privatleben auswirken. Die Verhandlung, die Durchführung, die Überwachung und Kontrolle des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung können somit Eingriffe in das Recht auf Achtung des Privatlebens der Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens verursachen.

B.9.1. Indem vorgesehen ist, dass die Gewährung des Eingliederungseinkommens für jeden, der es beantragt und der die gemäß Artikel 3 und 4 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 festgelegten Bedingungen erfüllt, mit einem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung einhergeht, wie es in Artikel 11 § 1 desselben Gesetzes erwähnt ist, definiert Artikel 13 § 1 desselben Gesetzes, der durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes eingeführt wurde, die Fälle genau, in denen der Gesetzgeber die Eingriffe in das Recht auf Achtung des Privatlebens der betreffenden Personen gestattet.

B.9.2. Durch die Beauftragung des Königs, durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die Mindestbedingungen und die Modalitäten, denen ein Vertrag mit Bezug auf ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung genügt, festzulegen, enthält Artikel 13 § 5 letzter Absatz desselben Gesetzes eine Ermächtigung, die sich auf die Durchführung einer Maßnahme bezieht, die einen Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens der Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens beinhaltet. Damit eine solche Ermächtigung als mit dem Legalitätsprinzip vereinbar angesehen werden kann, das sich aus Artikel 22 der Verfassung herleitet, muss der Gerichtshof prüfen, ob der Gesetzgeber selbst die wesentlichen Elemente des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung festgelegt hat.

B.9.3. Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung kann keiner Person auferlegt werden, die aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht daran teilnehmen kann (Artikel 10 Absatz 4 und Artikel 13 § 4 Absatz 4 des Gesetzes vom 26. Mai 2002). Das Projekt muss der persönlichen Situation und den Fähigkeiten der betreffenden Person entsprechen (Artikel 11 § 2 Absatz 2 und Artikel 13 § 2 desselben Gesetzes). Das Projekt geht von den Erwartungen, den Fähigkeiten, den Qualifikationen und den Bedürfnissen der betreffenden Person aus, es bezieht sich vorzugsweise auf die berufliche Eingliederung oder, in Ermangelung dessen, auf die soziale Eingliederung und es achtet auf ein rechtes Verhältnis zwischen den Anforderungen, denen der Betreffende genügen soll, und der gewährten Hilfe (Artikel 11 § 1 desselben Gesetzes).

B.9.4. In der Begründung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 ist erläutert:

« Le projet décrit le parcours de la personne ainsi que les efforts d'accompagnement auxquels s'engage le CPAS. Le projet est un acte clairement réciproque et est établi sur la base du respect et de la dignité humaine de la personne. Le projet comporte des chances d'évolution pour la personne et élimine les obstacles à l'insertion sociale » (*Doc. parl., Chambre, 2001-2002, DOC 50-1603/001, p. 6*).

« Le demandeur doit être considéré comme partenaire à part entière dans la définition de ce projet individualisé.

Pour ce faire, il appartiendra au Roi de fixer des modalités de conclusion du contrat qui garantissent une véritable adhésion du jeune. [...]

[...]

Lorsque la personne n'est pas prête à entrer dans un processus d'insertion professionnelle, le projet pourra définir les modalités de l'insertion sociale de la personne afin de favoriser progressivement sa participation active dans la société. Des activités de resocialisation sont parfois nécessaires pour sortir les personnes de leur isolement avant de pouvoir entamer un processus menant à l'emploi.

Au sein des CPAS ou en partenariat avec le monde associatif, différentes initiatives peuvent être développées pour permettre aux personnes de retrouver confiance dans leurs capacités (groupes de dialogues, activités sociales collectives,...).

De sa propre initiative, la personne peut également mener des activités bénévoles sans que cela n'entrave son processus d'insertion » (*ibid.*, p. 18).

B.9.5 Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Gesetz vom 26. Mai 2002 bei einer Auslegung im Lichte der Absichten des Gesetzgebers, die in den Vorarbeiten geäußert wurden, ausreichende Elemente enthält, um die wesentlichen Elemente des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung bestimmen zu können. Man kann dem Gesetzgeber nicht vorwerfen, dem König darüber hinaus die Zuständigkeit für die Festlegung der Mindestbedingungen und der Modalitäten, denen die Verträge mit den individualisierten Projekten zur sozialen Eingliederung genügen müssen, übertragen zu haben.

Da es sich um einen Bereich handelt, in dem die Sozialarbeit naturgemäß an die persönliche Situation des einzelnen Berechtigten angepasst werden muss, scheint es außerdem unvermeidlich, dass den ÖSHZen bei der konkreten Umsetzung dieses Eingliederungsinstruments ein gewisser Ermessensspielraum eingeräumt wird. Indem der Gesetzgeber die mit dem individualisierten Projekt verfolgte Zielsetzung bestimmt und den ÖSHZen die Einhaltung einer Reihe von Garantien bei seinem Abschluss vorgeschrieben hat, hat er ihre Arbeit ausreichend abgegrenzt und dafür gesorgt, dass das individualisierte Projekt zu keiner unverhältnismäßigen Beeinträchtigung des Rechts auf Achtung des Privatlebens der Antragsteller führt. Schließlich könnten solche Beeinträchtigungen durch die zuständigen Gerichte geahndet werden, sollte es zu ihnen kommen.

B.10.1. Die klagenden Parteien werfen dem Gesetzgeber durch ihren dritten Klagegrund auch vor, die mangelnde Bestimmtheit des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung dadurch vergrößert zu haben, dass durch den angefochtenen Artikel 6 Nr. 6 in Artikel 11 § 3 Absatz 2 *in fine* des Gesetzes vom 26. Mai 2002 die Wörter « sowie die spezifischen Bedingungen für einen Vertrag, der innerhalb eines bestimmten Zeitraums zu einem Arbeitsvertrag führt, für einen Vertrag bezüglich eines Vollzeitstudiums oder für einen Ausbildungsvertrag » aufgehoben wurden.

B.10.2. In der Begründung ist hierzu angegeben:

« Les différentes formes spécifiques de projet individualisé d'intégration sociale sont supprimées afin d'éviter une application trop rigoureuse de la distinction entre les différentes formes et afin de créer des formes mixtes qui permettent un travail sur mesure encore meilleur » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/001, pp. 7-8).

B.11. Nichts deutet darauf hin, dass der Gesetzgeber mit der angefochtenen Aufhebung die Absicht verfolgt hat, die ÖSHZen daran zu hindern, individualisierte Projekte zur sozialen Eingliederung vorzuschlagen und abzuschließen, die spezifisch dazu bestimmt sind, zu einem Arbeitsvertrag für den Berechtigten zu führen, die Fortsetzung seines Studiums zu flankieren oder ihn zu ermutigen, eine Ausbildung zu absolvieren. Da die Zielsetzung des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung unverändert in der Förderung der beruflichen Eingliederung und, in Ermangelung dessen, in der sozialen Eingliederung der Berechtigten besteht, liegt es auf der Hand, dass die spezifischen Instrumente der Sozialarbeit, wie es die individualisierten Projekte sind, die entweder zu einem Arbeitsvertrag führen oder das Studium oder die Ausbildung flankieren, um die Chancen der betreffenden Person auf dem Arbeitsmarkt zu erhöhen, weiterhin bevorzugt eingesetzt werden. Durch die angefochtene Aufhebung wollte der Gesetzgeber lediglich eine flexiblere Anwendung dieser spezifischen Instrumente der Sozialarbeit ermöglichen.

Daraus ergibt sich, dass der Gesetzgeber durch die angefochtene Aufhebung keine mangelnde Bestimmtheit herbeigeführt hat, die gegen das in Artikel 22 der Verfassung enthaltene Legalitätsprinzip verstößt.

B.12. Der erste Teil des ersten Klagegrunds und der dritte Klagegrund sind unbegründet.

B.13. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist aus einem Verstoß gegen das in Artikel 23 der Verfassung enthaltene Legalitätsprinzip abgeleitet. Die klagenden Parteien werfen dem Gesetzgeber vor, die Regelung von entscheidenden Aspekten des Rechts auf sozialen Beistand, das durch diese Bestimmung gewährleistet wird, dem König überlassen zu haben. Diese Kritik ist zum einen gegen die Verpflichtungen, die den Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens durch das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung auferlegt werden können, und zum anderen gegen die Einführung des Gemeinschaftsdienstes gerichtet. Insofern er sich gegen die Einführung des Gemeinschaftsdienstes richtet, ist dieser Teil des Klagegrunds zusammen mit den anderen Klagegründen mit diesem Gegenstand zu prüfen.

B.14.1. Durch Artikel 23 Absätze 2 und 3 Nr. 2 der Verfassung wird der zuständige Gesetzgeber verpflichtet, das Recht auf sozialen Beistand zu gewährleisten und die Bedingungen für die Ausübung dieses Rechts zu bestimmen.

Durch diese Verfassungsbestimmung wird es diesem Gesetzgeber jedoch nicht verboten, der ausführenden Gewalt Ermächtigungen zu erteilen, sofern sie die Ausführung von Maßnahmen betreffen, deren Gegenstand der Gesetzgeber festgelegt hat.

Diese Verfassungsbestimmung verpflichtet den Gesetzgeber nicht, alle wesentlichen Elemente des Rechts auf sozialen Beistand zu regeln, und sie verbietet es ihm nicht, die ausführende Gewalt zu ermächtigen, dieses zu regeln.

B.14.2. Wie in B.9.5 erwähnt, enthält das Gesetz vom 26. Mai 2002 bei einer Auslegung im Lichte der Absichten des Gesetzgebers ausreichende Elemente, um die wesentlichen Elemente des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung bestimmen zu können. Daraus ergibt sich, dass sich die angefochtene Ermächtigung des Königs auf die Ausführung von Maßnahmen bezieht, deren Gegenstand der Gesetzgeber bestimmt hat, und dass sie Artikel 23 der Verfassung somit nicht verletzt.

B.15. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist, insofern er das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung betrifft, unbegründet.

B.16. Der dritte Teil des ersten Klagegrunds ist aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung, der durch die im Klagegrund erwähnten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen garantiert wird, abgeleitet. Die klagenden Parteien machen geltend, dass die mit dem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung und dem Gemeinschaftsdienst einhergehende mangelnde Bestimmung durch den Gesetzgeber zu einer ernsthaften Gefahr führe, dass sich je nach den zuständigen ÖSHZen unterschiedliche Praktiken entwickeln und infolgedessen Diskriminierungen zwischen den Empfängern je nach dem für sie zuständigen ÖSHZ entstehen. Insofern er sich gegen den Gemeinschaftsdienst richtet, ist dieser Teil des Klagegrunds zusammen mit den anderen Klagegründen mit diesem Gegenstand zu prüfen.

Der zweite Teil des sechsten Klagegrunds ist ebenfalls aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung abgeleitet. Die klagenden Parteien machen geltend, dass jede neue Bedingung, die dem Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens über das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung auferlegt werden könne, eine Diskriminierung zwischen den Personen, denen diese Bedingung auferlegt werde, und denen schaffe, bei denen dies nicht der Fall sei. Die Tragweite dieses Klagegrunds deckt sich mit der des dritten Teils des ersten Klagegrunds.

B.17.1. Wie in B.9.5 erwähnt, hat der Gesetzgeber das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung mit einer Reihe von Garantien versehen. Er hat das Ziel, das bei der Umsetzung dieses Eingliederungsinstruments verfolgt werden muss, im Einzelnen festgelegt; er hat vorgesehen, dass die Personen, die aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht daran teilnehmen können, davon entbunden sind; er hat den ÖSHZen vorgeschrieben, es an

die persönliche Situation und die Fähigkeiten der betreffenden Person anzupassen und sich bei der Festlegung der in ihm enthaltenen Anforderungen an den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit zu halten. Daraus ergibt sich, dass der Abschluss, die Umsetzung und die Überwachung der Durchführung des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung mit einer Reihe von Garantien für die Rechte der Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens verknüpft sind.

B.17.2. Im Übrigen ist es unvermeidbar, dass es bei seiner konkreten Umsetzung zu Unterschieden kommt, da es sich um ein Instrument der Sozialarbeit handelt, das per definitionem, um wirksam und sachdienlich zu sein, möglichst genau an die individuelle Situation der jeweiligen betreffenden Person angepasst werden muss. Solche Unterschiede stünden nur im Widerspruch zum Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung, wenn sie eine unverhältnismäßige Verletzung der Grundrechte der betreffenden Personen nach sich zögen.

B.17.3. Während der Vorarbeiten zum Gesetz vom 26. Mai 2002 wurde dargelegt, dass « man in diesem Bereich feststellen muss, dass es nie möglich sein wird, genaue Normen festzulegen, da die Konzepte für eine große Anzahl von Personen gelten und von zahlreichen ÖSHZen durchgeführt werden » und dass, « statt Garantien in die Terminologie aufzunehmen, vorgesehen wird, dass der Betreffende sich einerseits durch Dritte unterstützen lassen kann und er sich andererseits an das Arbeitsgericht wenden kann » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1603/004, S. 51).

B.18. Der dritte Teil des ersten Klagegrunds, insofern er sich auf das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung bezieht, und der zweite Teil des sechsten Klagegrunds sind unbegründet.

In Bezug auf die allgemeine Einführung des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung

B.19 Mit dem vierten Klagegrund werfen die klagenden Parteien dem Gesetzgeber vor, die Verpflichtung, ein individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung abzuschließen, auf alle Kategorien von Anspruchsberechtigten der sozialen Eingliederung ausgeweitet und einen Gemeinschaftsdienst eingeführt zu haben. Sie sind der Auffassung, dass der Gesetzgeber so die Konditionalität des Rechts auf soziale Eingliederung unter Verletzung der in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Stillhalteverpflichtung erhöht hat.

Insofern er sich gegen den Gemeinschaftsdienst richtet, ist dieser Klagegrund zusammen mit den anderen Klagegründen mit diesem Gegenstand zu prüfen.

B.20.1. Auf dem Gebiet des sozialen Beistands beinhaltet Artikel 23 der Verfassung eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzniveau in erheblichem Maße verringert, ohne dass es dafür Gründe gibt, die mit dem Allgemeininteresse zusammenhängen.

B.20.2. Diese Verpflichtung kann jedoch nicht so verstanden werden, dass sie jedem Gesetzgeber im Rahmen seiner Befugnisse die Verpflichtung auferlegt, die Modalitäten des sozialen Beistands nicht anzutasten. Sie verbietet es ihnen, Maßnahmen anzunehmen, die einen erheblichen Rückschritt des in Artikel 23 Absätze 1 und 3 Nr. 2 der Verfassung gewährleisteten Rechts bedeuten würden, ohne dass es dafür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt, doch sie entzieht ihnen nicht die Befugnis, darüber zu urteilen, wie dieses Recht auf die am besten geeignete Weise gewährleistet wird.

B.21.1. Zu den Bedingungen für die Gewährung des Rechts auf soziale Eingliederung, die in dem durch das angefochtene Gesetz nicht geänderten Artikel 3 Nr. 5 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 enthalten sind, zählt die Bedingung, bereit zu sein, zu arbeiten, es sei denn, dies wird durch gesundheitliche oder Billigkeitsgründe verhindert. Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung bezweckt vorrangig, die berufliche Eingliederung der betreffenden Personen zu unterstützen und, wenn die berufliche Eingliederung nicht unmittelbar in Frage kommt, ihre soziale Eingliederung zu unterstützen. Es wurde vom Gesetzgeber als « ein zusätzliches Instrument für die Anspruchsberechtigten » konzipiert und « stellt weder ein Instrument für den Ausschluss noch ein Instrument zur Sanktionierung dar » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1864/003, S. 39). Eine Person, bei der das ÖSHZ feststellt, dass sie aus gesundheitlichen oder Billigkeitsgründen nicht an einem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung teilnehmen kann, hat Anrecht auf das Eingliederungseinkommen (Artikel 13 § 4 Absatz 4 des Gesetzes vom 26. Mai 2002, ersetzt durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes). Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung entspricht der persönlichen Situation und den Fähigkeiten der betreffenden Person (Artikel 13 § 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002, ersetzt durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes) und geht von den Erwartungen, den Fähigkeiten, den Qualifikationen und den Bedürfnissen der betreffenden Person und von den Möglichkeiten des Zentrums aus (Artikel 11 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002).

B.21.2. Ohne dass es erforderlich ist, zu prüfen, ob die angefochtene Maßnahme im vorliegenden Fall einen bedeutenden Rückschritt für die Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens darstellt, die von nun an die Pflicht haben, sich zu einem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung zu verpflichten, kann festgestellt werden, dass sie durch einen Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt ist, nämlich die berufliche und soziale Eingliederung der von ihr betroffenen Personen zu fördern. Der Gesetzgeber konnte in dieser Hinsicht der Auffassung sein, dass es sachdienlich ist, ein Eingliederungsinstrument, das bislang hauptsächlich für junge Anspruchsberechtigte des Eingliederungseinkommens benutzt wurde, auf neue Personenkategorien auszudehnen, um die berufliche und soziale Eingliederung aller Anspruchsberechtigten zu fördern.

B.22. Der vierte Klagegrund ist, insofern er das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung betrifft, unbegründet.

In Bezug auf den Gemeinschaftsdienst

B.23.1. Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes fügt in das Gesetz vom 26. Mai 2002 einen Artikel 3/1 ein, der bestimmt:

« Die in Artikel 3 Nr. 5 erwähnte Arbeitsbereitschaft kann aus der Annahme eines Gemeinschaftsdienstes ersichtlich werden ».

B.23.2. Artikel 6 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes ergänzt Artikel 11 Paragraph 1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 durch den folgenden Absatz:

« Das individualisierte Projekt zur sozialen Eingliederung kann sich auf einen Gemeinschaftsdienst beziehen, der dann integraler Bestandteil des Projekts ist. Der Gemeinschaftsdienst besteht darin, freiwillig Tätigkeiten auszuüben, die sich sowohl auf die persönliche Entwicklung des Betreffenden als auch auf die Gesellschaft positiv auswirken ».

B.24.1 In der Begründung des angefochtenen Gesetzes ist zum vorerwähnten Artikel 3 angegeben:

« La disposition à travailler, à moins que des motifs de santé et d'équité ne l'empêchent, constitue une condition pour pouvoir bénéficier du droit à l'intégration sociale. Le projet précise que l'engagement du bénéficiaire dans un service communautaire peut contribuer à répondre à cette condition sans l'exonérer de la condition de disponibilité au travail. Cette condition peut toujours être remplie par d'autres biais, comme une formation ou une démarche active de recherche d'emploi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/001, p. 6).

Zu Artikel 6 wird dargelegt:

« Le service communautaire doit être souscrit sur une base volontaire dans le cadre du projet individualisé d'intégration sociale. Une fois souscrit, il fait partie intégrante du projet individualisé d'intégration sociale. Le service communautaire doit être dirigé vers un futur travail rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail, d'un contrat de services ou d'un emploi statutaire. Il ne doit en aucun cas réduire la disponibilité pour le marché du travail » (*ibid.*, p. 7).

B.24.2. Der Minister hat bei den Erörterungen im Ausschuss erklärt:

« Le projet de loi retient une base volontaire pour le service communautaire. Le ministre n'aurait pas voulu procéder autrement. Le service communautaire est proposé par le CPAS. Rien n'oblige le CPAS à le proposer. Rien n'oblige à l'accepter. Le service communautaire est un outil d'intégration sociale, sociétale et socio-professionnelle. Il valorise la personne et constitue la première étape d'une réintégration. Les contrats ' article 60 ' et ' article 61 ' procèdent de la même dynamique.

[...]

Le ministre ne peut partager le point de vue de membres qui voient dans le service communautaire un moyen d'éroder le marché du travail. En Belgique, quatre millions de personnes sont sur le marché du travail. Le service communautaire ne représentera qu'une très faible part par rapport à ce chiffre » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1864/003, p. 42).

B.24.3. In dem an die ÖSHZen gerichteten Rundschreiben vom 12. Oktober 2016 des ÖPD Sozialeingliederung ist zum Gemeinschaftsdienst erläutert:

« Bei der Bewertung, um zu bestimmen, ob eine besondere Tätigkeit für einen Gemeinschaftsdienst in Betracht kommt, ist stets der Umstand zu berücksichtigen, dass eine Person, die einen Gemeinschaftsdienst leistet, keine Aufgaben übernehmen darf, die Bestandteil einer vergüteten Beschäftigung sind, unabhängig davon, ob diese Beschäftigung im Rahmen einer statutarischen Ernennung oder eines Arbeitsvertrags ausgeübt wird. Dies gilt auch für Arbeitsverträge im Rahmen einer Beschäftigungsmaßnahme. In den Organisationen, in denen das bezahlte Personal durch Personen ergänzt wird, die einen Gemeinschaftsdienst leisten, handelt es sich also um kleine Extratätigkeiten, die andernfalls nicht ausgeführt würden. Der Gemeinschaftsdienst darf nicht dazu dienen, die Probezeit, einen Beschäftigungstest,... zu ersetzen ».

B.25 Der zweite Teil des ersten Klagegrunds (*partim*), der zweite Klagegrund, der vierte Klagegrund (*partim*), der fünfte Klagegrund, der erste Teil des sechsten Klagegrunds und der siebte Klagegrund betreffen den Gemeinschaftsdienst.

Der Gerichtshof prüft zunächst den fünften Klagegrund, der sich aus der Verletzung der Zuständigkeitsregeln zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen ableitet.

In Bezug auf die Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers

B.26. Der fünfte Klagegrund ist aus einer Verletzung der Artikel 10, 11, 39 und 134 der Verfassung und von Artikel 6 § 1 römisch IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleitet. Die klagenden Parteien machen geltend, dass der Gemeinschaftsdienst eine Beschäftigung der Begünstigten des Rechts auf soziale Eingliederung darstelle und der föderale Gesetzgeber sich deshalb in die regionale Zuständigkeit auf dem Gebiet eingemischt habe.

B.27.1 Artikel 6 § 1 römisch IX Nr. 2/1 des vorerwähnten Sondergesetzes weist fortan den Regionen die Zuständigkeit auf dem Gebiet der « Beschäftigung von Personen, die ein Anrecht auf soziale Eingliederung oder ein Anrecht auf finanzielle Sozialhilfe haben » zu.

Artikel 5 § 1 römisch II Nr. 2 Bst. b desselben Sondergesetzes, der die Zuständigkeit der Gemeinschaften auf dem Gebiet des Personenbestands behandelt und von dieser Zuständigkeit die Angelegenheiten mit Bezug auf die öffentlichen Sozialhilfezentren ausnimmt, die weiterhin in die föderale Zuständigkeit fallen, bestätigt zudem « die Zuständigkeit der Regionen in Bezug auf die in Artikel 6 § 1 römisch IX Nr. 2/1 erwähnte Beschäftigung von Personen, die ein Anrecht auf soziale Eingliederung oder ein Anrecht auf finanzielle Sozialhilfe haben ».

B.27.2 Der vorerwähnte Artikel 6 § 1 römisch IX Nr. 2/1 wurde durch Artikel 22 Nr. 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform in das Sondergesetz vom 8. August 1980 eingefügt. In der Begründung des Sondergesetzentwurfs ist zu dieser Bestimmung angegeben:

« Les régions deviennent compétentes pour les programmes d'accompagnement visant à réinsérer les bénéficiaires d'un revenu d'intégration sur le marché du travail (articles 60 et 61) » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, 5-2232/1, p. 13).

« Les régions deviennent compétentes pour les programmes d'accompagnement visant à réinsérer les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale et de l'aide sociale équivalente.

Les régions deviennent compétentes pour déterminer les catégories d'utilisateurs à la disposition desquels peuvent être mis les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale et de l'aide sociale équivalente.

[...]

Ceci comprend les matières réglées en tous cas aux articles 57^{quater}, 60 et 61, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale, à savoir :

- L'insertion professionnelle de certains étrangers par le CPAS (article 57^{quater});
- La mise à l'emploi pour laquelle le CPAS intervient lui-même en tant qu'employeur juridique (article 60, § 7);
- La mise à l'emploi pour laquelle le CPAS réalise sa mission d'insertion professionnelle en collaboration avec un autre employeur (article 61).

Le droit à l'intégration sociale, qui peut prendre la forme d'un revenu d'intégration ou d'une mise à l'emploi, reste fédéral » (*ibid.*, pp. 108-109).

B.27.3 In derselben Begründung heißt es zur Änderung des in B.27.1 erwähnten Artikels 5:

« Pour rendre l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles conforme à la proposition d'article 22 (article 6, § 1^{er}, IX, 1^o, nouveau), il convient de préciser à l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, b, de cette loi spéciale que la compétence fédérale n'a pas trait au placement des travailleurs effectué par les centres publics d'action sociale visé à l'article 6, § 1^{er}, IX, 1^o, nouveau » (*ibid.*, p. 50).

B.28.1 Der Gemeinschaftsdienst wird in den angefochtenen Bestimmungen als eine Tätigkeit aufgefasst, die dem Antragsteller des Eingliederungseinkommens von den ÖSHZen vorgeschlagen werden kann. Dieser ist nicht verpflichtet, den Vorschlag anzunehmen. Die Annahme der Verpflichtung, einen Gemeinschaftsdienst zu leisten, ist allerdings durch den angefochtenen Artikel 3/1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 als ein Mittel vorgesehen, mit dem der Antragsteller nachweisen kann, dass er zu arbeiten bereit ist, wobei die Bereitschaft zur Arbeit gemäß Artikel 3 Nr. 5 desselben Gesetzes, der durch das angefochtene Gesetz nicht geändert wurde, eine Bedingungen für die Gewährung des Rechts auf soziale Eingliederung ist.

Wird der Vorschlag, einen Gemeinschaftsdienst zu leisten, von dem Anspruchsberechtigten des Einkommens zur sozialen Eingliederung angenommen, wird dieser Dienst integraler Bestandteil des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung (angefochtener Artikel 11 § 1 letzter Absatz des Gesetzes vom 26. Mai 2002), sodass die vereinbarten Leistungen für den Anspruchsberechtigten obligatorisch werden. Möchte dieser den Dienst beenden oder seine Modalitäten ändern, kann er dies nur in Absprache mit dem ÖSHZ tun, denn dann muss ein neues individualisiertes Projekt zur sozialen Eingliederung abgeschlossen werden.

B.28.2 Aufgrund von Artikel 30 § 2 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 kann die Zahlung des Eingliederungseinkommens für einen Monat ganz oder teilweise ausgesetzt werden, wenn der Anspruchsberechtigte seinen Verpflichtungen, wie sie im Vertrag mit dem individualisierten Projekt zur sozialen Eingliederung vermerkt sind, ohne rechtmäßigen Grund nicht nachkommt. Im Wiederholungsfall innerhalb eines Jahres kann die Aussetzung für einen Zeitraum von drei Monaten ausgesprochen werden.

B.29.1 Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der in einem individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung enthaltene Gemeinschaftsdienst, auch wenn keine Vergütung als Gegenleistung bezahlt wird, nicht der Definition der Freiwilligenarbeit entspricht, wie sie aus Artikel 3 des Gesetzes vom 3. Juli 2005 über die Rechte der Freiwilligen hervorgeht, weil man nicht davon ausgehen kann, dass es sich um eine Tätigkeit handelt, die « nicht verpflichtend » ausgeübt wird. Der Gemeinschaftsdienst weist daher Eigenschaften auf, die denen einer vergüteten Arbeit ähneln. Der Gemeinschaftsdienst wird nach seiner Annahme nämlich insofern verpflichtend, als er dann integraler Bestandteil des individualisierten Projekts zur sozialen Eingliederung ist und die Nichterfüllung der in ihm vorgesehenen Leistungen schwerwiegende Folgen für den Berechtigten nach sich ziehen kann. Außerdem sind die Tätigkeiten, die Gegenstand eines Gemeinschaftsdienstes sein können und die einen positiven Beitrag für die Gesellschaft darstellen müssen, nicht unter allen Umständen und ihrer Art nach von Tätigkeiten zu unterscheiden, die Gegenstand einer vergüteten Arbeit sein können. Es spricht nämlich nichts dagegen, dass die Tätigkeiten, die im Rahmen des Gemeinschaftsdienstes geleistet werden, nicht auch vergütet werden können, wenn die finanziellen Mittel zur Verfügung stehen.

B.29.2 Schließlich hat der Gemeinschaftsdienst die Aufgabe, zur beruflichen Eingliederung des Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens beizutragen, denn er stellt ein Element bei der Beurteilung der Bedingung, bereit zu sein, zu arbeiten, dar und er muss nach der in B.24.1 erwähnten Begründung « auf eine künftige vergütete Arbeit ausgerichtet sein ».

B.30.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Gemeinschaftsdienst in der von den angefochtenen Bestimmungen organisierten Form in die Zuständigkeit fällt, die den Regionen durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform auf dem Gebiet der Beschäftigung von Personen, die ein Anrecht auf soziale Eingliederung haben, zugewiesen wird. Die angefochtenen Bestimmungen verstoßen, insofern sie es den ÖSHZen erlauben, einerseits den Anspruchsberechtigten des Eingliederungseinkommens einen Gemeinschaftsdienst vorzuschlagen, um ihrer Bereitschaft zur Arbeit Rechnung zu tragen, und andererseits diesen Dienst in die individualisierten Projekte zur sozialen Eingliederung mit den damit einhergehenden Sanktionen aufzunehmen, gegen Artikel 6 § 1 römisch IX Nr. 2/1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

B.30.2. Der fünfte Klagegrund ist begründet. Die Artikel 3 und 6 Nr. 2 des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung sind für nichtig zu erklären.

Der zweite Teil des ersten Klagegrunds, insofern er den Gemeinschaftsdienst betrifft, der zweite Klagegrund, der vierte Klagegrund, insofern er den Gemeinschaftsdienst betrifft, der erste Teil des sechsten Klagegrunds und der siebte Klagegrund müssen nicht mehr geprüft werden, da sie nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen können.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Artikel 3 und 6 Nr. 2 des Gesetzes vom 21. Juli 2016 zur Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 5. Juli 2018.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/203598]

Extrait de l'arrêt n° 91/2018 du 5 juillet 2018

Numéro du rôle : 6667

En cause : le recours en annulation de l'article 7, 4^o et 5^o, de la loi du 21 novembre 2016 relative à certains droits des personnes soumises à un interrogatoire, introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophones.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 mai 2017 et parvenue au greffe le 24 mai 2017, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me V. Letellier, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 7, 4^o et 5^o, de la loi du 21 novembre 2016 relative à certains droits des personnes soumises à un interrogatoire (publiée au *Moniteur belge* du 24 novembre 2016, deuxième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. La partie requérante demande l'annulation de l'article 7, 4^o et 5^o, de la loi du 21 novembre 2016 relative à certains droits des personnes soumises à un interrogatoire.

Elle fait valoir que cette disposition viole l'article 12 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme.